



Investir dans les populations rurales

Burkina Faso

Projet de gestion participative des ressources naturelles et de développement rural du Nord, Centre- Nord et Est (Projet Neer-Tamba)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 13 au 28 mars 2017

Date du document: 12/04/2017

No. du Projet: 1100001580

No. du rapport: 4428-BF

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Données de base du Projet	1
B. Introduction	1
C. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet	2
D. Produits et effets	3
E. État d'avancement de l'exécution du Projet	20
F. Aspects fiduciaires	23
G. Durabilité	29
H. Aspects environnementaux	31
I. Conclusion	32

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées	33
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	37
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	41
Appendice 3b: Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision	45
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	53
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	59
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	63
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	65
Appendice 8: Carte des visites de terrain	66

Sigles et acronymes

ACR	Assemblées Consulaires Régionales
ANO	Avis de non objection
AT	Assistance Technique
BN/CRA	Bureau National des CRA
CAF	Cellule Administrative et Financière
CAP	Comité d'Approbation des Projets
CCFV	Commissions de Conciliation Foncières Villageoises
CCR	Cadre de Concertation Régional
CCP	Cadre de Concertation Provincial
CES/DRS	Conservation des Eaux et des Sols/ Défense et Restauration des Sols
CFV	Commissions Foncières Villageoises
CPM	Chargé de Portefeuille
CPA	Assistant d'Appui Programme
CPO	Chargé d'Appui Programme
CPS	Comité Provincial de Sélection
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
DGAHDI	Direction Générale des Aménagements Hydrauliques et du Développement de l'Irrigation
DGCMEF	Direction Générale de Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DGCOOP	Direction Générale de la Coopération
DGEP	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGFOMR	Direction Générale du Foncier, de la Formation et de l'Organisation du Monde Rural
DR	Direction Régionale
DRCMEF	Directeur Régional du Contrôle des Marchés et des Engagements Financiers
DRENA	Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
DRF	Demande de Retrait de Fonds
ECD	Etat Certifié de Dépenses
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FTS	Formations Techniques Spécifiques
IEC	Information Education et Communication
MAAH	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MEEVCC	Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique
MINEFID	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MOD	Maître d'Ouvrage Délégué
Neer Tamba	«C'est l'espoir qui nous réunit»
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation de Producteurs
OR	Organisations Rurales
PAMO	Prestataire d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage
PPM	Plan de Passation des Marchés
PROFIL	Projet d'Appui aux Filières Agricole (Projet du FIDA)
PTBA	Programme de Travail et de Budget Annuel
PV	procès-verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RCA	Responsable de la Cellule Aménagement
RCEA	Responsable de la Cellule Economie Agricole
RSE	Responsable Suivi Evaluation
SG	Secrétaire Général
STD	Services Techniques Déconcentrés
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes De Référence
UAT	Unité d'Animation Technique
UGP	Unité de Gestion du Projet
USD	Dollar des Etats Unis
ZAT	Zones d'Appui Technique

A. Données de base du Projet

A. Données de base du Projet

Coût total	109,44 millions de \$EU
Prêt FIDA 895	14,49 millions de \$EU
Don FIDA 8111	51,16 millions de \$EU
Don FIDA 8111 A	14,49 millions de \$EU
Contribution de l'Emprunteur	24,10 millions de \$EU
Contribution des bénéficiaires	5,20 millions de \$EU

	Don 8111	Prêt 895	Don 8111A
Date d'approbation	13/12/2012	10/04/2013	10/04/2013
Date de signature	04/02/2013	07/04/2014	07/04/2014
Date d'entrée en vigueur	30/08/2013	21/07/2014	21/07/2014
Date d'achèvement	30/09/2021	30/09/2022	30/09/2022
Date de clôture	31/03/2022	31/03/2023	31/03/2023
Taux de décaissement¹	10.43%	7.91%	7.91%

B. Introduction²

1. Une mission mandatée par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement a séjourné au Burkina Faso du 13 au 28 mars 2017, pour réaliser la troisième supervision du Projet de Gestion Participative des Ressources Naturelles et de Développement Rural du Nord, Centre-Nord et Est (Projet Neer-Tamba).

2. L'objet de la présente mission était : i) d'évaluer l'état global d'exécution du Projet ; ii) d'en vérifier les produits et réalisations ; iii) de passer en revue les aspects fiduciaires ; iii) d'analyser l'état d'avancement de l'exécution du PTBA 2016 et 2017; et (v) de formuler des recommandations pour résoudre les éventuels problèmes y afférents et qui entravent l'exécution du Projet et l'atteinte de ses objectifs.

3. A son arrivée à Ouagadougou, la mission a rendu visite à M. Moussa Maiga, Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (MAAH) ainsi qu'à M. Gustave Bambara assurant l'intérim de la DGEP (Direction Générale de l'Economie et de la Planification) du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement (MINEFID).

4. La mission s'est ensuite rendue dans les régions de l'Est et du Centre-Nord, dans lesquelles elle a séjourné pendant quatre jours. Dans chaque région, elle a rencontré les hautes autorités telles que le Haut-Commissaire de la province du Gourma et le Gouverneur de la région du Centre-Nord ainsi que les principaux acteurs du Projet et visité quelques-unes des réalisations. Elle a tenu des réunions avec les Chambres Régionales d'Agriculture (CRA), les équipes techniques régionales et provinciales placées en leur sein avec l'appui du Projet, les représentants régionaux de : i) l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (DRAAH) ; ii) des Ressources Animales et Halieutiques (DRRAH) et iii) de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique (DREEVCC). A l'issue de la mission, une réunion de restitution a eu lieu au sein de la DGEP le lundi 27 mars.

¹ Hors dépôt initial

² Composition de la mission: M. Abdoul Barry, CPM/FIDA pour le Burkina Faso, M. Samir Bejaoui, Spécialiste en suivi-évaluation, Chargé de programme, FIDA, chef de mission, M. Ludovic Conditamé, Spécialiste en production agricole, CPO du FIDA au Burkina Faso, Mr Mohamed Milourhmane, consultant, spécialiste en développement rural, chef de mission technique, Mme. Karine Nikiéma, Chargée des aspects administratifs CPA, M. Maladho Barry, consultant, Spécialiste en Génie rural, M. Thomas Cazalis de La Fondouce, consultant, spécialiste en intensification et valorisation de la production agricole, Mr Cheickna Diawara, consultant, spécialiste en gestion administrative et financière. Le Gouvernement du Burkina Faso était représenté par M. Brama Barro représentant SG/MAAH, M. Nobila Blaise Toubre représentant la DGESS/MAAH, M. Soulama Brahim de la DGESS/MRAH et, au titre du MINEFID, M. Djibril Kirakoya de la DGEP et M. Sounkalo Coulibaly de la DGESS du MEEVCC. La mission a été accompagnée par Mr Zongo Koudregma, coordonnateur du Projet et son équipe.

5. La mission tient à remercier toutes les parties prenantes au Projet pour leur mobilisation et contribution à l'avancement du Projet et à l'organisation de la présente mission. Il s'agit plus particulièrement des bénéficiaires des sites visités, des autorités administratives (Gouverneurs, Secrétaires généraux, Hauts-Commissaires) et politiques (Maires) des zones visitées ainsi que l'équipe de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) et le Bureau Pays du FIDA pour la qualité de l'organisation de la mission.

C. Vue d'ensemble de l'exécution du Projet

6. Bien que les conditions d'entrée en vigueur du premier don du FIDA (8111, approuvé le 13 décembre 2012) aient été satisfaites dès le 30 août 2013, le Projet n'a réellement démarré qu'en 2015 et 2016 a été la première année de réalisations d'envergure.

7. **Réalisations physiques et financières cumulées du Projet.** A la date du 28/02/2017, le taux d'exécution physique global du Projet était de 11,30%³. Le cumul des réalisations financières du Projet (FIDA et Etat) au 28/02/2017 est estimé à 4,91 milliards FCFA pour un coût global du Projet évalué à la Formulation à 56,64 milliards FCFA, soit un taux d'exécution financière global de 8,67% après 4 ans d'exécution.

8. **Exécution physique et financière du PTBA 2016.** Les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2016 étaient, au 31/12/2016, respectivement de 72,89 et 85,00 % en tenant compte des taxes et impôts. Ces taux d'exécution ont connu une augmentation par rapport à 2015 (respectivement 69 et 63%).

9. **Exécution physique et financière du PTBA 2017.** A la date du 15/03/2017, le taux d'exécution physique pondéré du PTBA 2017 est de 26,34%. Par composante, les taux sont de 27,41% pour la composante 1, de 41,57% pour la composante 2, de 18,34% pour la composante 3, et de 11,04% pour la composante 4. Le taux d'exécution financière dudit PTBA à la date du 28/02/2017 est de 13,45%.

10. Par ailleurs, le taux d'exécution physique pondéré du PTBA Projeté à la date du 30 juin 2017 est de 83,19%. Par composante, les taux Projetés sont de 90,58% pour la composante 1, de 78,66% pour la composante 2, de 75,64% pour la composante 3 et de 83,61% pour la composante 4.

11. **Décaissement sur Don Initial et le Prêt/Don complémentaire.** La situation au 28/02/2017 montre que les décaissements du financement du FIDA sont respectivement de 10,43% sur le Don Initial et 7,91% sur le Prêt/Don complémentaire.

12. Par ailleurs, il faut souligner que les recommandations de la dernière mission de supervision ont été ou sont en cours de mise en œuvre à 83%⁴.

13. Parmi les principales contraintes auxquelles le Projet a fait face durant l'exercice, on retiendra: i) la lenteur/longueur du processus de passation des marchés ; ii) les tensions de trésorerie au niveau de l'UGP et partant au niveau des CRA avec pour conséquences des retards considérables dans l'exécution des activités ; iii) la suspension des engagements des dépenses sur le budget de l'année par le MINEFID de février à avril 2016 (adoption de la loi de finance rectificative) affectant le financement des activités ; iv) une interprétation différente de certaines procédures du manuel d'exécution du Fonds d'Appui.

14. L'année 2017 sera une année charnière dans la mise en œuvre du Projet et la mission juge prometteuses les perspectives de réalisation des prévisions de l'année, et probable la réalisation des objectifs du Projet, et ce, compte tenu de l'important travail préparatoire qui a été effectué.

³ Taux d'exécution physique global calculé sur les investissements.

⁴ Voir détails à l'appendice 3-2.

D. Produits et effets

Composante 1 : Petits aménagements fonciers villageois.

Sous composante 1.1 : Aménagements

15. **Prévisions au titre du PTBA 2016.** Les prévisions du PTBA 2016 portaient sur l'aménagement d'un total de 4 720 ha répartis comme suit : (i) aménagement de 600 ha de bas-fonds type PRP, (ii) réhabilitation de 300 ha de bas-fonds dégradés, (iii) aménagement de 55 ha de périmètres maraîchers, (iv) aménagement de 1 600 ha de terres avec le dispositif antiérosif de cordons pierreux, (v) aménagement de 290 ha avec le dispositif de digues filtrantes, (vi) aménagement de 1 125 ha avec le système Zai amélioré, (vii) aménagement de 250 ha en demi-lune (viii) récupération mécanisée de 500 ha de terres dégradées.

16. **Réalisations 2016.** Les réalisations ont donné les résultats suivants : (i) l'aménagement de 650 ha de bas-fonds type PRP, soit 108,33% des prévisions, (ii) la réhabilitation de 242 ha de bas-fonds dégradés, soit 80,67% des prévisions. Le total de bas-fonds aménagés en travaux neufs et réhabilités est de 892 ha, soit 99,11% des prévisions, (iii) les travaux d'aménagement de périmètres maraîchers avec fonçage de puits ont atteint un niveau d'avancement moyen de 13,16%. Ce taux est plus élevé dans la région du Nord avec un avancement de 47,40%, contre 0%⁵ au Centre-Nord et 10% à l'Est, les remontées de la nappe phréatiques ont obligé l'arrêt du fonçage pour la sécurité des puisatiers, (iv) aménagement de 1 413,5 ha en cordons pierreux, soit 88,34% des prévisions, (v) aménagement de 27 ha avec les digues filtrantes, soit 9,31% des prévisions, (vi) aménagement de 1 033 ha avec le système du Zai amélioré, soit 91,83% des prévisions, (vii) aménagement de 154,5 ha de terres en demi-lune avec un taux de réalisation de 61,80% des prévisions, (viii) récupération mécanisée de 272 ha de terres sur une prévision de 500 ha, soit un taux de réalisation de 54,40%. Le total des réalisations au courant de l'année 2016 est de 3 792 ha sur les 4 720 ha prévus pour l'exercice du PTBA 2016.

17. **Réalisations cumulées.** Depuis le démarrage du Projet, les réalisations faites en matière d'aménagements, totalisent 3 961 ha tous types confondus, sur une prévision cumulée depuis 2015 de 4 870 ha, soit un taux de réalisation cumulé de 81,33%.

18. **Sélection des sites.** Le processus de sélection des sites a permis d'organiser en 2015, douze sessions de CPS pour l'examen de 253 dossiers de bas-fonds et de 688 dossiers de périmètres maraîchers. Les sessions CAP prévues en 2016 ont été remplacées par des concertations au niveau des Chambres Régionales d'Agriculture (CRA) avec la participation des agents provinciaux de développement, les directions régionales et provinciales en charge du développement rural pour le choix définitif des sites sur la base de critères préférentiels portant principalement sur l'accessibilité, la motivation des bénéficiaires et l'absence de conflits fonciers.

19. **Recrutement des Bureaux d'études.** Les contrats des Bureaux d'études ont été signés le 14 mars 2017 pour une durée maximale de 4 mois. Ceci permettra d'engager dans les meilleurs délais les études d'Avant-Projet Détaillé (APD) des 1 000 ha identifiés en 2016. Le Bureau GID SARL aura en charge les études du lot 1 de 300 ha dans la région de l'Est, tandis que le bureau AC3E SARL prendra en charge les lots 2 et 3 de 400 et 300 ha respectivement dans les régions du Nord et du Centre-Nord. Le mandat des Bureaux d'études ne couvre que les études et pas le contrôle des travaux dont le démarrage est prévu en décembre 2017. Le second processus de recrutement des Bureaux d'études pour les études APD de 2 000 ha de bas-fonds et de 200 ha de périmètres maraîchers sera lancé sur la base de la liste restreinte de 2016. Le FIDA a déjà donné sa non-objection sur cette demande.

⁵ Ce taux s'explique par le fait qu'il était prévu au Centre Nord des périmètres maraichers avec prise au fil de l'eau qui nécessitent des études APD préalables qui étaient en cours en 2016.

20. Des études d'APD ont été conduites sur 20 ha de périmètres-maraîchers dans la région du Centre-Nord et le processus de sélection des PME des travaux est en cours. Le démarrage des travaux est prévu courant avril pour une mise en valeur au quatrième trimestre de 2017.

21. **Recrutement des prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage-PAMO.** Les contrats des trois PAMO ont été signés à la même date que ceux des bureaux d'études le 14 mars 2017 pour une durée de 36 mois. En plus du chef de mission et de son adjoint tous de profil génie rural, les équipes PAMO comprennent un environnementaliste, un spécialiste des questions foncières, un spécialiste en passation de marchés et de DAO, un technicien topographe et des techniciens agriculture et génie rural. Dans certains cas, le chef de mission est un expatrié justifiant d'une expertise internationale. Les PAMO ont confirmé à l'UGP lors de la négociation des contrats, la disponibilité du personnel contractuel dont la mobilisation est prévue pour le 1er avril 2017. Cette mobilisation permettra d'organiser rapidement une réunion de cadrage pour que le rapport de démarrage soit disponible deux mois plus tard. La coordination méthodologique des trois PAMO sera assurée par l'UGP pour une intervention harmonisée sur le terrain.

22. **Aménagements de bas-fonds type PRP⁶ et réhabilitation PAFR⁷.** Ces aménagements ont permis d'améliorer les rendements en passant de 2 à plus de 4 tonnes de paddy/ha. La mission a été informée que le bas-fond réhabilité de Bolgatenga a obtenu le prix du meilleur bas-fond suite à un concours organisé par le Ministère de l'Agriculture sur la base de critères portant sur le taux de remboursement du fonds de roulement, les rendements, l'entretien des aménagements, etc. Pour les travaux de réhabilitation (enrochement des diguettes en terre), les difficultés majeures portent sur la collecte, le transport et la pénibilité de la mise en œuvre de l'enrochement. Certains aménagements PRP ont été endommagés par de fortes inondations avec pour conséquence la destruction des diguettes, ce qui suggère leur enrochement. Les bas prix proposés aux producteurs par la société nationale de gestion des stocks de sécurité (SONAGESS) à la récolte est l'une des difficultés signalées par les exploitants. C'est pourquoi ils ont demandé au niveau de plusieurs bas-fonds, un appui pour la construction de magasins de stockage. Une forte demande de développement du maraîchage a été enregistrée au niveau des sites visités par la mission. Des comités de gestion (79 COGES composés chacun de 7 membres dont 4 femmes) ont été mis en place ou redynamisés et la formation a été réalisée dans la région de l'Est (147 producteurs formés).

23. Des initiatives ont été prises par le Projet en direction du Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour un accompagnement de la mise en œuvre de travaux avec la fourniture de food for work dans l'approche Haute intensité de main d'œuvre (HIMO).

24. **Fonçage de puits maraîchers et clôtures grillagées.** Le fonçage des puits concerne un total de 122 puits dont 82 à l'Est et 40 au Nord. Le niveau d'avancement global est de 47,40% dans la région du Nord et 10% à l'Est. Les chantiers sont actuellement en arrêt et vont reprendre dès le début du mois d'avril 2017. Au niveau de la région du Nord, 36 puits ont été foncés et 3 600 ml de grillage posés au niveau de 9 sites sur 10 et une demande de réception introduite. La visite de terrain effectuée sur le site de Tagou dans la région de l'Est a montré un sous-équipement de la PME, une faible capacité de financement des travaux sans avance de démarrage, des difficultés dans l'organisation et la gestion du chantier et une faible maîtrise du planning des travaux. Un appui-conseil rapproché permettrait d'accélérer la cadence des travaux et d'améliorer la qualité des ouvrages. Les puits busés coûtent chers en général et ne sont pas toujours productifs. C'est pourquoi des efforts seront à fournir pour introduire des technologies alternatives pour la mobilisation des

⁶ Les aménagements de « types Projet Riz Pluvial (PRP-Taiwan) » font référence à un type d'aménagement de bas-fond développé par le Projet Riz Pluvial (PRP), financé par la république de Chine Taiwan. Ce Type d'aménagement consiste à la réalisation de diguettes en terre compactées. Il est annoncé dans le Référentiel Technique du Projet Neer-Tamba (voir DCP).

⁷ Les aménagements de « type Plan d'Action pour la Filière Riz (PAFR-Union Européenne) » font référence à un type d'aménagement de bas-fond développé dans le cadre du Plan d'Action pour la Filière Riz (PAFR), financé par l'Union Européenne. Ce Type d'aménagement consiste à la réalisation de diguettes en terre compactées, revêtues de géotextile et protégées par un enrochement de moellons. Il est aussi annoncé dans le Référentiel Technique du Projet Neer-Tamba (voir DCP).

ressources en eau à faible coût chaque fois que possible. En effet, à proximité de certains chantiers de puits maraîchers du Projet Neer-Tamba, la mission a noté l'existence d'initiatives privées d'irrigation avec des technologies de faible coût (forage manuel). L'Association Professionnelle de l'Irrigation Privée et des Activités Connexes (APIPAC) a développé des expériences qui peuvent être consultées à cet effet.

25. Aménagement avec les techniques CES/DRS. Pour la réalisation de ces aménagements (cordons pierreux, zai, demi-lunes), le Projet s'appuie sur un dispositif d'appui-conseil des STD qui accompagnent les producteurs. De plus, le Projet a formé (pour les régions du Nord et du Centre-Nord) des paysans aménagistes sur ces techniques afin qu'ils apportent un appui aux bénéficiaires. L'acquisition du petit matériel a été pilotée par les CRA avec un appui de l'UGP pour les spécifications techniques, la quantification et le planning de livraison. Malgré ce dispositif, la livraison tardive du petit matériel sur le terrain rend très difficile la réalisation des travaux pendant la période de plus forte chaleur. Des spécimens du petit matériel ont été mis à disposition au niveau provincial afin que les fournisseurs locaux présentent de meilleures offres. L'ajustement du calendrier global de l'activité a été fortement recommandé par les acteurs afin de réaliser les travaux pendant la période la plus favorable (novembre-février). En ce qui concerne les digues filtrantes, l'expertise sera à rechercher au niveau du personnel des anciens Projets tel le PDRD. Les PAMO, qui sont en cours de mobilisation, devront apporter leur expertise pour le renforcement des capacités des acteurs en la matière. Les innovations paysannes font l'objet d'études qui sont soutenues par le Projet et pourraient être capitalisées pour les actions à venir.

26. Récupération des terres dégradées par des techniques mécaniques ou biologiques Pour la conduite de cette activité, le Projet avait signé des protocoles de collaboration avec (i) la Direction du génie forestier (DGF), (ii) l'ONG Reach Italia et (iii) la Direction générale des aménagements hydrauliques et du développement de l'irrigation (DGAHDI). L'évaluation de ces protocoles a montré la nécessité de rechercher de nouveaux partenaires plus performants pour accélérer l'avancement des travaux. C'est dans ce cadre que l'ONG Association pour la gestion de l'Environnement et le Développement (AGED) a été identifiée. Le besoin de réaliser des points d'eau au niveau du site de récupération de Baskoudré Peulh a été exprimé par les bénéficiaires. La mission suggère que cette requête soit prise en compte lorsque la demande est exprimée et que les études des sols confirment la pertinence et la durabilité de cette intervention complémentaire.

27. Bénéficiaires des aménagements : le nombre total des bénéficiaires des aménagements de bas-fonds et des CES/DRS est de 12 806 exploitants dont 51% de femmes ce qui est encourageant.

28. Prévisions au titre du PTBA 2017. Le PTBA 2017 prévoit l'aménagement de 600 ha de nouveaux bas-fonds en type PRP, la réhabilitation de 100 ha de bas-fonds dégradés ainsi que des aménagements supplémentaires éventuels sur 483 ha, dont 300 ha en aménagements nouveaux type PRP et 183 ha en réhabilitation. Il est aussi prévu l'aménagement de : 1 000 ha de terres avec le dispositif antiérosif de cordons pierreux, de 290 ha de terres avec le dispositif de digues filtrantes, de 1 600 ha avec le système Zai amélioré et de la récupération mécanisée de 400 ha de terres dégradées. Au passage de la mission, aucun nouvel aménagement au titre de l'année 2017 n'avait été réalisé pour appréciation. Cependant, les travaux préparatoires sont en cours et portent principalement sur les négociations des accords fonciers, l'acquisition et la mise à disposition des équipements pour un démarrage des travaux dans le courant du mois d'avril 2017.

Sous-composante 1.2 : Volet foncier

29. Prévisions au titre de 2016. Les prévisions de 2016 portaient sur la négociation des accords fonciers au niveau des trois régions, la tenue des représentations théâtrales sur la problématique du foncier rural et la sécurisation des investissements, la tenue des sessions du comité régional de sécurisation foncière, la reproduction d'un guide d'appui en matière foncière pour les promoteurs des aménagements fonciers, des textes juridiques et administratifs portant régime foncier rural et des guides pratiques de mise en place des Commissions Foncières Villageoises (CFV) et des Commissions de Conciliation Foncières Villageoises (CCFV). Au 31/12/16, les réalisations de ce volet

donnent un taux d'aboutissement des accords fonciers de 70% dans chacune des régions du Nord et du centre-Nord et de 80% à l'Est. Deux protocoles d'appui ont été signés respectivement avec la Direction Générale du Foncier, de la formation et de l'Organisation du Monde Rural (DGFOMR) pour la gestion des aspects opérationnels portant sur l'élaboration de la stratégie, de la méthodologie et des outils, et l'Observatoire National du Foncier (ONF) pour la capitalisation des bonnes pratiques sociales et foncières. La version finale du document de stratégie de sécurisation foncière des petits exploitants est disponible. Un guide d'appui aux promoteurs des aménagements fonciers a été élaboré et validé et des guides pratiques pour la mise en place des CFV et CCFV ont été confectionnés ainsi que plusieurs autres outils (fiches de collecte individuelle, procès-verbaux, etc).

30. Il est ressorti de cette expérience la nécessité de concilier l'atteinte des objectifs du Projet Neer-Tamba en matière d'aménagement et la sécurisation foncière qui nécessite plus de temps pour la négociation des accords fonciers. Le Projet intervient également au niveau de certaines communes ne disposant pas de Services Fonciers Ruraux (SFR), qui doivent compléter la chaîne afin de permettre la mise en place des comités CFV et des CCFV au niveau des villages. Les entretiens de la mission avec les élus ont montré la nécessité d'impliquer les communes afin d'assurer une clarification foncière qui sera maintenue au-delà de la durée de vie du Projet.

31. **La cellule Aménagement.** Les aménagements sont gérés par une cellule comprenant un Responsable de cellule et 3 assistants tous basés à Ouagadougou. Une présence rapprochée des assistants au niveau des prestataires et autres acteurs sur le terrain permettrait d'améliorer l'organisation et la gestion des chantiers ainsi que la qualité des ouvrages.

32. L'UGP a pris de nombreuses initiatives qui ont permis de minimiser les risques de retard de la composante. En effet, les retards qui auraient pu être enregistrés à cause du long processus de passation de marchés et de la non prise de service des PAMO et Bureaux d'études ont pu être minimisés grâce aux initiatives prises par le management du Projet pour la recherche de solutions alternatives. Ces initiatives ont permis d'obtenir un bon niveau d'avancement avec une équipe réduite et dans des délais relativement courts.

33. **Problématique des coûts unitaires des ouvrages.** Au niveau de plusieurs chantiers visités, les discussions ont porté sur la faiblesse des coûts estimatifs au niveau du COSTAB relatifs à certains ouvrages qui ne prennent pas en compte certains paramètres dans la fixation des coûts. Une nécessaire mise en place d'un référentiel technico-financier avant la revue à mi-parcours permettra d'aboutir à des coûts unitaires plus réalistes afin de minimiser le risque d'avoir des ouvrages de mauvaise qualité.

34. **Les répertoires régionaux des prestataires.** En 2016, un répertoire des transporteurs de moellons avait été tenu au niveau de chacune des régions, avec un parc de 35 camions. Plusieurs prestataires avaient montré des faiblesses suite aux nombreuses pannes ayant entraîné du retard dans les livraisons. Ces répertoires régionaux de prestataires ont été actualisés et élargis à d'autres prestataires tels que les topographes, les tacherons, etc.

Recommandations

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Recruter les prestataires pour le contrôle des travaux d'aménagement des 1 000 ha de bas-fonds dont les études commenceront incessamment	30 novembre 2017	RCA
Fournir aux Bureaux d'études et aux PAMO la liste actualisée des sites à étudier	31 mars 2017	RCA
Recourir à des technologies alternatives de mobilisation des ressources en eau pour l'irrigation à faibles coûts	31 juillet 2017	RCA, BE, PAMO
Finaliser l'initiative de partenariat avec le PAM afin d'accompagner les bénéficiaires par la fourniture de vivres contre travail dans les zones de vulnérabilité éligibles pour le PAM et couvertes par le Projet Neer-Tamba	31 décembre 2017	Coordonnateur, RCA, RAF
Recruter un consultant pour l'élaboration d'un référentiel technico-financier des différents types d'ouvrages dans la	31 août 2017	Cellule aménagements

Mesures convenues	Echéance	Responsables
perspective de la revue à mi-parcours		Consultant
Assurer le démarrage des prestations des PAMO	15 avril 2017	Coordonnateur
Assurer un accompagnement de proximité des PME et BE en vue d'améliorer davantage la qualité des ouvrages et des prestations	Immédiat et continu	RCA, Coordonnateur
Assurer une intervention concertée et harmonisée des trois (3) PAMO par l'élaboration d'un plan de coordination	Juin 2017	Coordonnateur, PAMO, CRA, RCER
Continuer d'actualiser les répertoires régionaux des prestataires	Au 31 déc de chaque année	CRA, STD, RCA,
Harmoniser les indemnités des STD sur la base de mesures appropriées pour s'assurer de l'accompagnement des pratiques en cours dans autres Projets et Programmes	Fin mars 2017	Coordonnateur
Associer les communes dès le début du processus de clarification foncière afin d'assurer la durabilité au-delà de la durée du Projet	Immédiat et continu	PAMO/CRA/STD
Prendre en compte la demande des bénéficiaires portant sur la réalisation de points d'eau au niveau des sites de récupération des sites dégradés et en s'assurant de la disponibilité de la ressource.	Immédiat et continu	UGP/RCA/PAMO

Composante 2 : Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions

Sous composante 2.1 : Renforcement de l'offre de services d'appui-conseil

35. **Prévisions 2016.** Les activités majeures prévues étaient les suivantes : i) recrutement de 9 Opérateurs d'Appui-Conseil (OAC) ; ii) réalisation de 15 ateliers bilans de l'appui-conseil ; iii) signature de 12 conventions dans le cadre des bourses dotation ; iv) mise en œuvre de 3 Projets innovants ; v) recrutement de 9 Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage des Micro-Projets (PAMO-MP) ; vi) réalisation de 3 ateliers de cadrage avec les OAC.

36. **Réalisations 2016.** Les activités suivantes ont été réalisées :

37. **Recrutement des OAC** et ateliers de cadrage. La contractualisation avec les OAC n'a pas été effective avant la fin de l'année 2016 au terme de la gestion des procédures d'appel à propositions : élaboration et lancement des dossiers et avis d'appel à propositions, travaux des commissions techniques et redimensionnement des propositions. De ce fait, les ateliers de cadrage prévus n'ont pas été réalisés.

38. **Appui-conseil par les Services Techniques Déconcentrés (STD).** A défaut d'avoir pu recruter les OAC à temps en 2016, les STD (DRAAH) ont été sollicités pour accompagner les exploitants des bas-fonds aménagés (réalisés dans le cadre de la composante 1) en matière de vulgarisation sur l'itinéraire technique de production du riz. Au cours de 2016, 67 sorties sur les 67 sites de bas-fonds aménagés par le Projet, 7 679 exploitants (dont 4 152 femmes soit 54% des bénéficiaires) représentant 4 018 ménages ont été accompagnés.

39. **Appui-conseil au travers de partenariats entre institutions publiques et opérateurs privés.** Sur les 12 conventions prévues en 2016 dans le cadre des bourses dotation, 7 ont été signées (58%) avec les Directions Régionales du Développement Rural et ont porté sur les thématiques suivantes : i) reconstitution des fonds de roulement et achat collectif d'intrants dans les bas-fonds et les périmètres maraîchers, ii) sensibilisation à la lutte contre la maladie de Newcastle (volailles) et la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB), iii) sensibilisation à l'utilisation rationnelle de pesticides homologués. La mise en œuvre de ces conventions a permis de fournir un appui-conseil au bénéfice de 5 873 exploitants agricoles, aviculteurs et pasteurs, dont 1 655 femmes (28% des bénéficiaires). Ces conventions signées en 2016 sont amenées à être reconduites en 2017. En outre, au cours du premier trimestre 2017, 2 conventions sur les 12 prévues dans le PTBA 2017 ont été signées : i) avec la Direction Régionale des Ressources Animales et Halieutiques de l'Est pour la sensibilisation à la lutte contre la maladie de Newcastle et la péripneumonie contagieuse bovine ; ii) avec la Direction Régionale de la Recherche Environnementale et Agricole (DRREA) de l'Est (INERA) pour la caractérisation d'un engrais organo-minéral développé par une association de femmes.

40. **Effet de l'appui-conseil.** Même en l'absence d'OAC, les exploitants suivis par le Projet ont pu bénéficier d'appui-conseil. Certains exploitants ont bénéficié à la fois de l'appui-conseil des STD (DRAAH) dans le prolongement de leurs interventions d'aménagement des bas-fonds et des DR pour les volets agriculture (fonds de roulement) et environnement (pesticides), aussi existe-t-il un risque de double comptage. De manière conservatrice, on ne prendra en compte que les 4 018 ménages appuyés dans les 67 sites de bas-fonds, les 805 aviculteurs et les 3 010 pasteurs appuyés par la DR du Centre-Nord, ce qui donne un résultat très largement supérieur aux 600 ménages de 30 villages prévus dans le PTBA 2016.

41. **Prise en compte du processus de co-innovation.** Le PTBA 2016 prévoyait l'appui à 3 Projets innovants sélectionnés par les CRA. Un changement d'approche a été décidé au terme de l'atelier de formation organisé par le Programme de formation AGRINOVIA « Master International et pluridisciplinaire en Développement » de l'Université de Ouagadougou au profit de l'UGP, des CRA et des DR. Ainsi, un plan d'actions et un guide méthodologique pour le déroulement du processus de co-innovation ont été élaborés en 2016.

42. **Recrutement des PAMO-MP.** Les 9 PAMO-MP (3 par région) ont été recrutés et tous sont des ONG ou des associations. 3 ateliers de cadrage régionaux avec les PAMO-MP ont été organisés.

43. **Prévisions 2017.** Les activités prévues en 2017 sont les suivantes : i) recrutement et cadrage de 13 OAC ; ii) recrutement d'une assistance technique dédiée au suivi des OAC ; iii) signature de 12 conventions dans le cadre des bourses-dotation ; iv) formalisation du partenariat avec AGRINOVIA pour l'accompagnement au processus de co-innovation ; v) établissement d'un partenariat avec Green Cross pour la promotion du compost plus.

44. **Réalisations 2017.** Au passage de la réalisation de la mission de supervision, les activités de la sous-composante ont été réalisées à 50%. Les activités suivantes ont été réalisées :

45. **Recrutement des OAC et de l'assistance technique dédiée (AT).** Lancé en 2016, le recrutement des OAC s'est concrétisé par la contractualisation début mars 2017 de 12 OAC et le 13^{ème} et dernier OAC sera contractualisé avant la fin mars 2017. Le nombre d'OAC est passé de 9 (PTBA 2016) à 13 (PTBA 2017) car les ateliers régionaux de concertation ont fait ressortir plus de thématiques prioritaires que les 9 initialement prévues ; ainsi 7 OAC ont été sélectionnés pour la thématique agriculture, 3 pour les ressources animales et 3 pour l'environnement. Tous les OAC appartiennent au secteur des ONG et associations. Par ailleurs, 3 ateliers de cadrage avec les OAC ont été réalisés en mars 2017. Les termes de référence de l'AT dédiée au suivi des OAC ont été préparés et son recrutement devrait intervenir avant la fin avril 2017.

46. **Thématiques prioritaires de l'appui-conseil.** Les missions des OAC sont non seulement organisées par type d'intervention (volet 1 « bonnes pratiques », volet 2 « gestion technico-économique des exploitations, volet 3 « mise en réseau »), mais aussi par type de spéculation, chaque OAC étant en charge d'une spéculation particulière. Cette segmentation peut laisser craindre que les exploitants d'une spéculation donnée ne bénéficient que d'une catégorie d'appui (par exemple, au Centre-Nord, il n'est pas clair que les producteurs de sésame qui recevront un appui sur les bonnes pratiques en matière de production de semences par l'OAC du volet 1, seront également accompagnés en matière de gestion de leurs exploitations puisque seuls les maraîchers sont supposés être concernés par l'appui de l'OAC du volet 2). Les CRA devront veiller à ce que l'ensemble des producteurs, quelle que soit leur spéculation, bénéficient des deux types d'appui-conseil (bonnes pratiques et gestion technico-économique des exploitations) en mobilisant les OAC de manière concertée.

47. **Développement de réseaux d'acteurs thématiques.** L'appel à propositions lancé en 2016 a permis d'identifier 3 OAC pour le volet 3 « mise en réseau » qui ont été recrutés en mars 2017. Les thématiques régionales de ces réseaux portent sur : i) la mise en réseau des acteurs de la filière Niébé au Nord, ii) la mise en réseaux des acteurs en vue de la promotion du biodigesteur au Centre-Nord, iii) la mise en réseau des acteurs de la filière karité à l'Est. Pour cette dernière filière, il existe

une diversité de produits (amande, beurre, savon) qui mobilisent des acteurs spécifiques et qui peuvent faire l'objet d'une structuration de filière en soi. Il conviendrait peut-être de concentrer les moyens (limités) du Projet sur la sous-filière la plus pertinente et/ou porteuse dans la région considérée.

48. **Prise en compte du processus de co-innovation.** Au cours du premier semestre 2017, le partenariat avec AGRINOVIA a permis les premières activités de terrain qui ont consisté en 3 ateliers d'information des acteurs sur la démarche de co-innovation, suivis par 2 missions terrain de 3 jours auprès des populations rurales de 3 villages pilotes retenus (un par région) pour la mise en œuvre de la démarche d'autodiagnostic, de planification villageoise, et de repérage et de caractérisation des innovations. En 2017, sont également prévus des ateliers de formation des OAC à l'innovation, puis le soutien à 3 innovations à co-expérimenter et enfin un atelier de bilan. La démarche semble ainsi bien balisée.

Recommandations pour la sous-composante 2.1

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Réactualiser les contenus des fiches techniques à l'aune des co-innovations retenues	Décembre 2017	CRA, UGP/Economie agricole, AT/OAC, AGRINOVIA
Organiser des rencontres provinciales mensuelles de coordination/bilan/planification avec l'ensemble des prestataires de conseil de terrain (APD, OAC, PAMO-MP, STD, PAMO) en vue de la synergie d'action concertée.	Immédiat et continu	CRA, UGP/Economie Agricole, CRA, AT/OAC, OAC

Sous composante 2.2 : Appui aux initiatives locales de développement de la production agricole, de l'élevage ou de valorisation des ressources naturelles (Fonds d'appui)

49. **Prévisions 2016.** Les activités prévues étaient les suivantes : i) élaboration de 3 référentiels des coûts des différents items ; ii) diffusions d'émissions radiophoniques sur le Fonds d'Appui et réalisation d'une vidéo ; iii) formation/recyclage des acteurs et instances du Fonds d'Appui ; iv) rencontres de cadrage avec les PAMO-MP ; v) rencontres régionales de concertation avec les institutions de microfinance (IMF) ; vi) tenue de sessions des CPS et CAP ; vii) mise en œuvre d'au moins 300 micro-Projets ; viii) organisation de 3 ateliers bilans régionaux et de 1 atelier de capitalisation.

50. **Réalisations 2016.** Les activités suivantes ont été réalisées :

51. **Mise en place du dispositif opérationnel du Fonds d'appui.** En 2016 : i) les référentiels régionaux de coût des items ont été élaborés (par des consultants externes) ; ii) une liste d'IMF a été préparée dans chaque région pour l'ouverture des comptes dédiés par les promoteurs de micro-Projets ; iii) tous les acteurs et instances impliqués dans la mise en œuvre du Fonds d'Appui (rédacteurs endogènes, CRA, CPS, CAP, PAMO-MP) ont été formés; iv) une assistance technique dédiée à l'opérationnalisation du Fonds d'Appui a été recrutée (accompagnement des CRA dont APD, PAMO-MP, CPS et CAP à la maîtrise des procédures de gestion du Fonds); v) 36 diffusions radiophoniques en plusieurs langues ont permis d'informer les populations locales.

52. **Identification et sélection des micro-projets.** En 2016 : i) par la procédure des appels à Projets lancés par les CRA, sur plus de 17 000 avant-Projets reçus, 592 Projets affinés dont 563 ont été approuvés après un important travail d'assainissement préalable, 12 sessions des CPS entre août et novembre 2016 et enfin 3 sessions des CAP en février 2017. Les décaissements sont prévus d'ici fin mars 2017; ii) afin d'accompagner les 936 ha⁸ de bas-fonds aménagés réalisés dans le cadre de la composante 1, le Projet a financé, via le Fonds d'Appui, les intrants de démarrage (56 tonnes de

⁸ Les achats d'intrants ont été faits avant la fin des travaux d'aménagement qui prévoyaient 936 ha. A la fin des travaux, la superficie réellement aménagée a été de 892 ha. Le surplus d'intrants a été livré aux COGES qui le gardent en stock et qui constitue un fonds de roulement en nature supplémentaire dûment enregistré.

semences de riz et 234 tonnes d'engrais simples). Ces intrants seront remboursés par les paysans et serviront à doter les comités de gestion des bas-fonds (COGES) d'un fonds de roulement. Cette mobilisation du Fonds d'Appui pour un montant d'un peu plus de 144 millions FCFA correspond à un équivalent de 182 Projets, soit un taux de réalisation financier de 48% et physique de 60% du PTBA 2016.

53. **Éparpillement des micro-projets.** Pour l'appel à Projets de 2016, aucune consigne particulière de ciblage n'a été donnée. Les 563 micro-projets finalement approuvés sont ainsi : i) de nature très diverse sans recherche de synergie le long de la chaîne de valeurs ; et ii) éparpillés géographiquement et sans relation avec les zones aménagées dans le cadre de la composante 1. Un tel éparpillement ne permet pas de profiter d'un effet de masse et de la force de l'intégration qui permettrait pourtant d'obtenir des effets significatifs en matière de structuration des filières et de consolidation des dynamiques de développement dans les zones aménagées.

54. **Prévisions 2017.** Les activités suivantes sont prévues : i) recrutement d'une assistance technique pour la prise en compte de la chaîne de valeur ; ii) diffusion d'émissions radiophoniques sur le Fonds d'Appui et réalisation d'une vidéo ; iii) mise en place d'une base de données micro-Projets ; iv) formation/recyclage des acteurs et instances du Fonds d'Appui ; v) tenue de sessions des CPS et CAP ; vi) mise en œuvre d'au moins 300 micro-Projets et valorisation de 700 ha de bas-fonds aménagés et de 4 ha de périmètres maraîchers.

55. **Réalisations 2017.** Au passage de la mission de supervision, les activités de la sous-composante ont été réalisées à 20%. Les activités suivantes ont été réalisées :

56. **Mise en place du dispositif opérationnel du Fonds d'Appui.** Les deux prestataires pour la réalisation de la vidéo et la mise en place de la base de données sont en cours de contractualisation à l'heure de la présente mission de supervision pour un démarrage des activités prévu en avril 2017. En outre, en janvier 2017, les CRA ont organisé des rencontres régionales de choix des thématiques d'appel à Projet du Fonds d'Appui pour les années 2017 et 2018.

57. **Identification et sélection des micro-projets.** En 2017, un premier appel à Projets a été lancé en février qui a permis de recevoir 2 161 avant-Projets parmi lesquels 1 200 ont été sélectionnés par les CPS. Ces Projets feront l'objet d'un affinement par les PAMO-MP avant présentation au CAP. Conformément à la recommandation d'anticipation formulée par la dernière mission de supervision, sur ces 1 200 Projets, 600 seront financés au cours de la saison pluvieuse 2017 à partir de mai ou juin 2017 et 600 autres seront gardés en anticipation de la saison pluvieuse 2018. Un deuxième appel à Projets sera lancé en avril ou mai 2017 qui permettra de sélectionner à nouveau 1 200 Projets dont 600 seront financés à la saison sèche 2017 (à partir d'octobre) et 600 autres en 2018. Ainsi, l'objectif est de pouvoir financer 1 200 micro-Projets par an. On notera que si la volonté d'anticipation est louable d'un point de vue de la gestion du Projet, cela signifie cependant que certains promoteurs dont le Projet aura été approuvé ne seront financés qu'un an plus tard. Il y a un risque que la situation du promoteur change et que le Projet soit compromis. Il s'agira de bien étudier lesquels des Projets (et des promoteurs) peuvent supporter d'être repoussés d'un an.

58. **Assistance technique pour la prise en compte de la chaîne de valeur.** En 2017, suivant la recommandation de la dernière mission de supervision, il était prévu de recruter une assistance technique (AT) pour assister à la prise en compte de la dimension chaîne de valeur dans la sélection des micro-projets. Afin d'éviter toute redondance avec le travail du consultant sur la stratégie de ciblage qui intégrera cette approche filière, la mission recommande de surseoir au recrutement de cette AT tout en s'assurant que l'approche filière soit bel et bien reprise dans la stratégie de ciblage et qu'elle soit appropriée par tous les partenaires de mise en œuvre du Projet. En outre, la mission recommande de programmer en fin d'année 2017, les ateliers bilans régionaux et l'atelier national de capitalisation, prévus en 2016. Ces rencontres devront notamment faire le point sur l'efficacité de la prise en compte de la chaîne de valeur dans les Projets sélectionnés et orienter les priorités des appels à Projets de l'année suivante vers les filières porteuses et/ou prioritaires pour lesquelles les besoins auront été moins bien couverts.

59. **Manuel de procédures du Fonds d'Appui.** A l'aune de l'expérience acquise au cours du premier cycle d'appel à Projets et des problèmes soulevés par un certain nombre de parties prenantes dont les promoteurs eux-mêmes, certains points du manuel demandent à être reconsidérés : i) révision de l'interdiction de financer le fonds de roulement dans le cas des Projets d'embouche (cheptel de départ) ; ii) adaptation du plafond de financement en fonction de la nature du porteur de Projet, individuel ou collectif (un plafond plus haut dans la cas de Projets collectifs pour éviter l'effet potentiellement déstructurant de ne pouvoir faire bénéficier l'ensemble des membres forcément générateur de tensions entre membres bénéficiaires et non bénéficiaires) ; iii) remise en question des quotas stricts de Projets entre Projets relevant de l'agriculture (40%), de l'élevage (35%) ou de l'environnement (25%) pour favoriser l'atteinte de résultats palpables avec un minimum de contraintes programmatiques ou budgétaires ; iv) prise en compte de la démarche intégrée filière dans la sélection en privilégiant les Projets complémentaires pouvant entrer en synergie.

60. **Redimensionnement des micro-Projets (MP).** Sur les 563 MP approuvés par les CAP, 231 MP (soit 41%) ont fait l'objet d'un redimensionnement (par rapport à ce qui a été soumis par les promoteurs de MP aux CPS) qui se traduit généralement par une contribution en espèce plus importante que prévue de la part du promoteur ou une suppression de certains appuis matériels pourtant pertinents à l'intensification agricole. Hors de ces 231 MP, un sondage rapide effectué par les PAMO-MP auprès de leurs promoteurs révèle que 32 promoteurs auraient exprimé des difficultés à concrétiser leur Projet après affinement. Afin d'éviter une situation similaire dans le futur où le redimensionnement post-CPS se révélerait critique pour la réalisation des MP pourtant approuvés par les CAP et ayant reçu la non-objection du FIDA, la mission suggère qu'une fois les MP affinés (en fonction des recommandations des CAP), les PAMO et PAMO-MP s'attèlent à obtenir un accord écrit de la part du promoteur l'autorisant à aller de l'avant avec sa demande de financement au niveau des CAP. Cette disposition permettra de ne soumettre au CAP que des MP qui, une fois validés, seront véritablement exécutables.

Recommandations pour la sous composante 2.2

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Surseoir au recrutement de l'AT sur l'approche « chaîne de valeur »	Immédiat	UGP
Réviser le manuel de procédures du Fonds d'appui et former l'ensemble des parties prenantes	30 juin 2017	UGP/Economie agricole, CRA
Uniformiser les tableaux de micro-projets approuvés par région	15 avril 2017	CRA
Ne repousser en N+1 que les micro-Projets présentant suffisamment de garanties de pouvoir l'être sans être compromis	Immédiat et continu	CAP
Obtenir un accord écrit de la part des promoteurs ayant vu leur MP redimensionnés à la suite des premières sessions des CAP et ce, avant les délibérations des CAP	Immédiat et continu	PAMO, PAMO-MP
Veiller à la tenue effective de 3 ateliers bilans régionaux et 1 atelier national de capitalisation	Décembre 2017	UGP/Economie agricole, CRA

Composante III: Structuration des acteurs et mise en réseaux

61. La composante III a pour objectif le renforcement des capacités des populations cibles et des organisations rurales, l'appui institutionnel aux Chambres régionales d'agriculture et aux directions régionales. Elle comprend 3 sous composantes : i) renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux ; ii) appui institutionnel aux chambres régionales d'agriculture; iii) appui institutionnel aux Directions régionales.

Sous-composante 1: renforcement des capacités des populations cibles, des organisations rurales et des élus locaux

62. Cette sous-composante comprend essentiellement (i) des actions d'alphabétisation fonctionnelle, (ii) le déploiement d'une stratégie IEC et (iii) des appuis aux organisations rurales.

Alphabétisation fonctionnelle

63. **Prévisions du PTBA 2016.** Pour l'année 2016, les principaux résultats attendus étaient : i) au moins 3 contrats avec des opérateurs en alphabétisation signés et mis en œuvre ; ii) 258 centres d'alphabétisation fonctionnels ouverts au profit de 6 450 apprenants ; iii) 3 ateliers bilan de l'alphabétisation réalisés ; iv) douze bibliothèques ambulantes mises en place et sont fonctionnelles.

64. **Réalisations du PTBA 2016.** Les opérateurs (au nombre de 30) ont été recrutés par les CRA au cours du second trimestre 2016 en vue de la dispensation de 258 sessions de Formations Techniques Spécifiques (FTS) à raison de trois sessions (agriculture, ressources animales et environnement) dans chacune des 86 communes d'intervention du Projet réparties dans les trois régions. Au total, 256 sessions se sont déroulées en juillet et décembre 2016 et ont concerné 7 724 auditeurs (soit 120% des prévisions) dont 5 136 femmes (66%). Ainsi, le taux de réalisation physique du volet alphabétisation s'élève à 59% (taux pondéré/coût de 81%)

65. **Prévisions du PTBA 2017.** Au titre de 2017, les prévisions portent sur ce qui suit : i) 207 centres d'alphabétisation fonctionnels ouverts au profit de 6210 apprenants ; ii) 3 ateliers bilan de l'alphabétisation réalisés ; iii) 12 bibliothèques ambulantes mises en place. Aucune activité n'a encore été réalisée à date pour appréciation de la mission.

66. **Réalisations du premier trimestre 2017.** Jusqu'à présent, les réalisations ont porté sur l'élaboration des guides d'alphabétisation et de mise en œuvre des activités concernant les bibliothèques ambulantes.

67. **Problèmes soulevés par les bénéficiaires.** Les entretiens que la mission a eus avec des bénéficiaires ont fait ressortir ce qui suit : i) une bonne participation de la part des apprenants ; ii) une satisfaction quant aux résultats ; iii) une demande d'élargissement de l'opération compte tenu de la forte demande ; iv) la possibilité pour le Projet de prendre en charge la phase d'alphabétisation préliminaire avant de bénéficier de l'alphabétisation fonctionnelle ; v) les fournitures nécessaires et les frais de prise en charge sont arrivés avec quelque retard après le début des sessions ; vi) les lieux de déroulement des séances sont éloignées notamment par rapport aux marchés ; vii) l'option de conclure avec des associations de développement local des contrats de prestation de services alphabétisation est contraignante dans la mesure où les contrats doivent être enregistrés, ainsi que le dépôt d'une caution entraînent des dépenses supplémentaires qui réduisent d'autant les disponibilités financières allouées à l'opération.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Allouer à l'opération alphabétisation les fonds nécessaires le plus tôt possible	UGP/RAF	30 mai 2017
Remplacer les contrats de prestation de services alphabétisation par des conventions beaucoup plus flexibles en matière de procédures, notamment en matière financière	CEA/CRA	Immédiat
Prévoir, à la demande, la prise en charge par le Projet de la phase d'alphabétisation préliminaire pour une durée de 3 mois suivie par des formations techniques spécifiques au profit de ceux qui auront réussi l'examen et l'organiser selon les modalités pédagogiques et organisationnelles mises en œuvre par le FONAENF	UGP/CRA	Janvier 2018

Information, éducation et communication (IEC)

68. **Prévisions du PTBA 2016.** Pour l'année 2016, les principaux résultats attendus étaient : i) un contrat avec un opérateur global IEC signé et mis en œuvre ; ii) trois contrats avec des opérateurs régionaux IEC signés.

69. **Réalisations 2016.** Le processus de recrutement d'un prestataire en vue de l'élaboration d'une stratégie globale en IEC du Projet n'est pas encore à son terme, dans la mesure où la publication des résultats des offres financières n'a pas encore été effectuée⁹. Au regard du grand retard enregistré dans l'élaboration de la stratégie IEC, un assistant conseil en IEC a été recruté par l'UGP. Au lieu d'élaborer dans un premier temps la stratégie globale, l'option a été prise d'élaborer les plans d'action régionaux IEC et de les consolider en stratégie. Ainsi, 09 personnes ont été sélectionnées et ont bénéficié d'une session de formation sur les outils de collecte de données, le canevas du rapport diagnostic ainsi que celui du plan d'actions IEC. Les rapports de diagnostic et les plans d'action IEC régionaux sont élaborés alors que le processus de recrutement des opérateurs régionaux reste lié à la publication des résultats du dépouillement des offres financières.

70. Ainsi, le taux de réalisation physique du volet IEC n'a pas dépassé les 11%. Cette contreperformance s'explique par la longueur du processus de passation de marchés pour le recrutement d'une part, d'un opérateur principal en vue de l'élaboration de la stratégie IEC et d'autre part, de trois opérateurs régionaux IEC pour la conduite des actions prévues dans les plans d'action IEC.

71. **Prévisions du PTBA 2017.** Au titre de 2017, il est prévu la mise en œuvre des prestations de l'opérateur principal et des opérateurs régionaux IEC dans 100 villages sur une période de six mois. Une fois recrutés, les opérateurs régionaux déploieront dans chaque région 1 superviseur et 10 animateurs par région pour la mise en œuvre du plan d'action au niveau des villages. Des relais villageois (binômes un homme et une femme parmi les paysans alphabétisés et intervenant à titre bénévole) seront formés en techniques d'animation et suivis par les animateurs. Ils seront chargés d'une animation de proximité sur toutes les thématiques générales et spécifiques en relation avec les activités du Projet (foncier, aménagements, fonds d'appui, droits des femmes, excision, scolarisation des filles, économie domestique, nutrition, rôle des femmes dans le développement local, etc). Ils constitueront des relais pour tous les autres prestataires dans les villages.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer la signature des contrats des différents opérateurs régionaux IEC et la non objection du FIDA.	CRA/UGP/CEA/FIDA	30 août 2017
Revoir la mission de l'opérateur principal pour la limiter à une synthèse/consolidation de ces plans compte tenu de la disponibilité des plans d'action régionaux.	CRA/UGP/CEA	Immédiat
Associer les opérateurs IEC aux différentes concertations provinciales et régionales pour éviter les contradictions sur les messages, les multiples interventions et les risques de chevauchement.	CRA	Tous les trois mois

Appui aux organisations rurales

72. Il s'agit (i) d'intervenir directement auprès des conseils villageois de développement (CVD) et des unions socioprofessionnelles aux échelles communales, provinciales et régionales afin de réaliser des activités de sensibilisation, d'animation, de formation/conseil et de petites dotations initiales en matériel et fournitures de bureau et de (ii) réaliser des formations et des sensibilisations destinées aux élus municipaux sur les thèmes liés au Projet.

73. **Prévisions du PTBA 2016.** Les prévisions ont porté sur l'appui à au moins cent vingt (120) conseils villageois de développement CVD et cent une (101) unions socioprofessionnelles.

74. **Réalisations du PTBA 2016.** En ce qui concerne les **CVD**, les réalisations n'ont porté que sur la formation de leurs membres en gestion des conflits dans les villages où les activités d'IEC devaient démarrer. L'appui en matière de fournitures n'a pas eu lieu. Ceci est lié aux élections communales qui

⁹ Etape obligatoire de la procédure nationale de passation de marchés qui, selon l'UGP, interviendrait d'ici fin mars.

doivent conduire à un renouvellement des CVD et à leur reconnaissance légale. L'appui aux CVD légalement constitués sera engagé sous peu en relation avec le Département de la décentralisation.

75. Pour ce qui est de l'**appui aux unions socioprofessionnelles**, un voyage d'échanges a été réalisé auprès du PROFIL par 12 cadres issus des CRA et de l'UGP en vue de s'inspirer des leçons apprises par le PROFIL en matière d'appui aux organisations rurales. Le PROFIL a transféré au Projet sa base de données (types de faïtières, liste des opérateurs, termes de référence, etc). Un Projet de guide a été élaboré en vue de soutenir ces organisations.

76. Pour les deux sous-volets, le taux de réalisation physique n'a été que de 24% (taux pondéré par les coûts de 46%), avec le plus faible taux pour l'appui aux organisations rurales. Ce taux s'explique par les tensions de trésorerie qui n'ont pas permis d'enclencher les activités de renforcement des capacités des organisations rurales..

77. Prévisions au titre de 2017. Au titre de 2017, il est prévu ce qui suit : i) parallèlement au démarrage de l'IEC, les 120 CVD prévus pour 2016 seront appuyés ; ii) 36 plans de développement (PD) des Unions seront élaborés ; et iii) les actions issues de 60 PD seront financées. Il est prévu également des rencontres d'information des unions en ce qui concerne les offres du Projet ainsi que l'élaboration de fiches sur les Projets éligibles et la contribution des bénéficiaires. Ces derniers auront un délai de deux semaines pour déposer leur demande d'appui. Pour les unions ne disposant pas de PD, un prestataire sera recruté pour l'élaboration de ces plans. L'ensemble de ces opérations sera réalisé d'ici fin mai 2017.

78. **Réalisations au titre de 2017.** Un guide d'appui aux OR a été élaboré, ainsi que les termes de référence pour la formation de formateurs pour la mise en œuvre des dispositions de l'Acte OHADA.

79. **Problématiques des OR.** Lors des réunions tenues au niveau des CRA visitées, plusieurs problèmes ont été soulevés quant à la fonctionnalité des OR, notamment des OPA. Les plus récurrents sont : la faiblesse de leurs moyens financiers, une gouvernance associative peu développée, une démotivation des membres, l'absence d'archivage, l'absence de plans de développement, et par conséquent la non-conformité par rapport aux dispositions de l'Acte OHADA, leur structuration et leur mise en réseau n'est pas avancée. La demande de renforcement de capacités dans tous ces domaines a par conséquent été réitérée.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser un diagnostic organisationnel et institutionnel rapide des OPA à appuyer au cours de l'année 2017	CRA/OAC/Faïtières	30 avril 2017
Etablir des critères de sélection rigoureuse des OR à appuyer en termes de fonctionnalité, de validité des Pan de Développement des filières, de tenue des assemblées générales	CRA/UGP-CEA/Faïtières	20 mai 2017
Renforcer les capacités des OPA, avec une implication totale des organisations faïtières, dans les domaines cités plus haut.	CRA/Faïtières/OAC	5 juin 2017
Renforcer la mise en réseau des OPA aussi bien entre elles que le long des filières concernées au niveau de l'ensemble des maillons des filières avec des espaces de concertation entre les opérateurs de l'ensemble de ces maillons	CRA/Faïtières/OAC	15 juin 2017
Suivre le fonctionnement effectif des OR appuyées	CRA/Faïtières	Continu
Procéder à une évaluation des résultats des OR appuyées au travers d'une enquête sur la base d'un questionnaire à élaborer par l'UGP	CRA/UGP-CEA/Faïtières	1 décembre 2017
Examiner la possibilité d'apporter un appui aux Hauts commissaires des 3 Régions en matière d'immatriculation des OR. L'appui porterait sur du matériel informatique	UGP-CEA/Hauts commissaires	2 mai 2017

Sous-composante 2: Appui institutionnel aux Chambres régionales d'agriculture (CRA)

80. L'appui institutionnel aux Chambres Régionales d'Agriculture vise (i) le renforcement institutionnel des trois CRA de la zone du Projet, (ii) la création d'une capacité opérationnelle des CRA à l'échelle provinciale (12 provinces), (iii) le renforcement de la mise en réseau des CRA et (iv) le renforcement des capacités de gestion administrative et financière des trois CRA, et du Bureau National des CRA - BN/CRA.

81. **Prévisions du PTBA 2016.** Au cours de l'année 2016, les principaux résultats attendus de la mise en œuvre de cette sous-composante étaient les suivants : i) les fonctions statutaires des trois CRA et du BN/CRA en formation et communication, organisation des producteurs, programmation, planification et suivi-évaluation sont appuyées ; ii) les capacités opérationnelles et techniques des trois CRA et du BN/CRA sont renforcées ; iii) les capacités de gestion administrative et financière des trois CRA et du BN/CRA sont renforcées ; et iv) les audits des comptes pour l'exercice 2015 des trois CRA et du BN/CRA sont réalisés.

82. **Réalizations du PTBA 2016.** Les réalisations au titre du PTBA 2016 sont présentées dans ce qui suit.

Renforcement institutionnel des trois CRA dans la zone du Projet

83. Il s'agissait d'appuyer les CRA en formation et communication, organisation des producteurs, programmation, planification et suivi-évaluation et de prendre en charge six techniciens qui seront affectés aux CRA avec leur dotation en véhicule (1 véhicule/CRA), leur équipement et leur fonctionnement.

84. Au cours de l'année 2016, six rencontres des bureaux exécutifs, trois rencontres bilan et 4 rencontres statutaires des assemblées consulaires régionales ont été réalisées au profit des CRA et du BN/CRA. Elles ont concerné 410 participants dont 80 femmes. En outre, les capacités des coordinations provinciales et départementales, des binômes, des cadres régionaux, secrétaires généraux et autorités locales ont été renforcées. De plus, 357 personnes, dont 65 femmes, ont bénéficié de 3 thèmes de formation sur les techniques d'archivage (physique, numérique, électronique) la gestion des conflits sur les ressources naturelles et les techniques de communication/ animation. Le Projet a également appuyé la tenue de sessions des Cadres de Concertation Régionaux (213 participants dont 11 femmes). En outre, diverses acquisitions ont été réalisées (vidéoprojecteurs, consommables informatiques, fournitures de bureau, carburant et lubrifiants, produits d'entretien, équipements techniques, panneaux d'indication). Il en est de même de la prise en charge du fonctionnement des CRA et du BN/CRA (salaires et indemnités, frais de mission, frais d'entretien et d'assurance des véhicules, frais de communication et internet).

85. L'étude diagnostic des capacités organisationnelles, institutionnelles et techniques des CRA et du BN assortie d'un plan de renforcement des capacités a été réalisée et validée. Cette étude permettra de mieux cibler les goulots d'étranglement qui limitent la capacité des CRA à fournir des services aux OPA et d'y répondre par des appuis stratégiques de la part du Projet, et ce en vue d'une meilleure professionnalisation de ces acteurs qui constituent la porte d'entrée du Projet.

Renforcement de la capacité de gestion administrative et financière des trois CRA de la zone du Projet et du Bureau National des CRA

86. Le BN/CRA a organisé des sessions de formation au profit des élus et du personnel des CRA sur le manuel de procédures administratives et financières finalisé. Le logiciel TOM2PRO a été installé au niveau du BN/CRA et dans les trois CRA en février 2016. Une session de formation a été réalisée au profit du personnel comptable et financier sur le paramétrage et la saisie comptable. La comptabilité du Projet est à jour. L'auditeur interne et le gestionnaire comptable recrutés par le BN/CRA ont pris service le 15 février 2016. Le recrutement du spécialiste en passation de marchés a été, quant à lui, infructueux. Les chefs de service administratif et financier des CRA et du BN/CRA ont bénéficié de la formation en passation de marchés.

87. Un atelier de formation a été organisé par le BN/CRA au profit des membres des bureaux exécutifs et du personnel des secrétariats généraux des 13 CRA sur le manuel des procédures administratives et financières des CRA et du BN/CRA du 13 au 15 juillet 2016. L'atelier a regroupé 66 participants dont 11 femmes. Par ailleurs, un véhicule a été acquis et remis au BN/CRA le 28 juin 2016 en même temps que ceux remis aux DR. En outre, l'audit des comptes de l'exercice 2015 des CRA et du BN/CRA a été réalisé. Celui de 2016 sera entamé sous peu.

88. Globalement, le taux de réalisation physique de la sous-composante s'est élevé à près de 89% (95% en taux pondéré par les coûts), soit le niveau d'exécution le plus important de l'ensemble des composantes. Ce qui dénote d'une bonne stratégie d'intervention du Projet dans la mesure où les CRA constituent les principaux partenaires de mise en œuvre de l'essentiel des activités.

Prévisions au titre de 2017

89. Au titre du PTBA 2017, il est prévu ce qui suit : i) 8 rencontres bilan programmation des 3 CRA et du BN/CRA ; ii) 8 rencontres des bureaux exécutifs des 3 CRA et du BN/CRA ; iii) 4 assemblées consulaires des 3 CRA et du BN/CRA ; iv) renforcement des capacités opérationnelles et techniques des 3 CRA, des binômes, des CCP et du BN/CRA ; v) tenue de 3 sessions des CCP.

90. Le Projet appuiera également la réalisation d'un diagnostic des OPA, la formation de formateurs sur l'Acte OHADA, des rencontres d'identification des besoins en appui et un accompagnement pour la restructuration du secteur. Il appuiera aussi les instances de direction des CRA pour intensifier leur plaidoyer politique vers une reconnaissance juridique de leur statut, et ce à travers un appui juridique à l'élaboration d'un Projet de loi en vue de jeter les bases de la viabilité de leurs structures.

91. Lors des rencontres que la mission a tenues avec les CRA des Régions visitées, celles-ci ont exprimé leur entière satisfaction quant à la qualité et à l'efficacité des partenariats avec le Projet, dans la mesure où toutes les difficultés de départ ont été surmontées et où les appuis fournis par le Projet sont conséquents, avec néanmoins une insuffisance en matière de maîtrise des procédures administratives et de parfaite connaissance des rôles de chacun des membres. Toutefois, plusieurs contraintes d'ordre général ont été soulevées. On citera à ce sujet, notamment : un schéma d'organisation inachevé, des dotations budgétaires de l'Etat insuffisantes, des ressources propres embryonnaires, des commissions insuffisamment fonctionnelles, des difficultés de communication, une insuffisance des synergies entre les différents partenaires des CRA.

Réalisations au titre du premier trimestre 2017

92. Au titre du premier trimestre, on note la tenue des rencontres bilan-programmation dans les trois (3) CRA

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'organisation des CRA, notamment en matière de contrôle interne et de conseil technique après renouvellement des instances	UGP-CEA/CRA	31 octobre 2017
Opérationnaliser les commissions spécialisées des CRA après renouvellement des instances	CRA	31 octobre 2017
Renforcer les capacités des élus après renouvellement des instances	CRA	31 octobre 2017
Renforcer la mise en réseau des CRA par de plus fréquentes rencontres et la mise en place d'un réseautage virtuel qui permette de partager les	BN-CRA et CRA	1 juin 2017
Respecter les délais de transmission à l'UGP des rapports d'activité et des pièces comptables, conformément au calendrier de transmission convenu	CRA	Selon le calendrier en vigueur

Sous-composante 3: Appui institutionnel aux Directions régionales

93. L'appui institutionnel aux Directions régionales du MAAH, du MRAH et du MEEVCC (3 pour chacune des trois régions) vise à renforcer leur capacité à assumer les fonctions régaliennes en relation avec les objectifs et les actions du Projet.

94. Conformément à une des recommandations de la mission de supervision de février 2016, un atelier d'appui à l'élaboration des dossiers d'appui institutionnel a été réalisé au profit des Directions régionales du développement rural en mars 2016 à Ouagadougou. Il a regroupé 29 participants (dont 8 femmes) composés essentiellement des Directrices et Directeurs régionaux, leurs points focaux et l'UGP. Sur la base de ces dossiers d'appui institutionnel, 9 protocoles d'appui institutionnel ont été élaborés avec identification, pour chaque direction, des fonctions régaliennes objet de l'appui. En outre, 9 véhicules acquis en 2015 leur ont été remis en juin 2016 et l'assurance ainsi que l'entretien régulier de ces véhicules sont pris en charge par le Projet. L'acquisition des 36 motos est effective suivant les procédures des Nations Unies et leur livraison est imminente. Les autres moyens de fonctionnement (matériel et équipements informatiques, fournitures de bureau, mobilier de bureaux) ont été acquis et remis aux directions régionales.

95. Globalement, le taux de réalisation physique de la sous-composante en 2016 s'est élevé à près de 76% (87% en taux pondéré par les coûts), soit le deuxième niveau d'exécution de l'ensemble des composantes. Ce qui, comme pour l'appui aux CRA, dénote d'une bonne stratégie d'intervention du Projet dans la mesure où les DR constituent également des partenaires importants dans la mise en œuvre de certaines activités du Projet, notamment pour l'exercice de leurs fonctions régaliennes.

96. Lors des réunions tenues par la mission au niveau des CRA, les directeurs régionaux et provinciaux ont soulevé le problème de leur indemnisation par le Projet, sachant que seuls leurs points focaux sont actuellement indemnisés.

97. Pour 2017, il est prévu : i) 3 sessions de formation des agents des DR sur la stratégie de mise en œuvre du Projet et le ciblage des bénéficiaires ; ii) une dotation en carburants justifiée par un programme de sorties ; et iii) la prise en charge de l'assurance et de l'entretien des véhicules affectés.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la collaboration et la coordination avec les DR dans la mise en œuvre des Projets et les informer à temps des manifestations, réunions et autres rencontres	UGP/CRA	Continu
Instituer des cadres de concertation périodiques avec eux	UGP/CRA	Chaque trimestre

Composante IV: Gestion du Projet et suivi-évaluation

Gestion et coordination

98. L'objectif visé par cette composante est de rendre la gestion du Projet efficace et orientée vers les résultats de développement. Pour ce faire, les principaux extrants attendus pour l'année 2016 sont : i) les capacités opérationnelles et techniques de l'UGP sont renforcées ; ii) les capacités techniques des partenaires de mise en œuvre sont renforcées en suivi-évaluation, et en gestion financière et comptable; iii) le dispositif de suivi-évaluation est opérationnel ; iv) les bases de données en suivi-évaluation et en gestion comptable et financière sont opérationnelles ; v) le PTBA de l'année 2016 est validé par le comité de pilotage ; vi) les données de base du SYGRI et de l'enquête socio-économique sont disponibles ; vii) les audits des comptes de l'exercice 2015 sont réalisés.

99. Concernant la gestion et la coordination du Projet : i) le personnel de l'UGP a été renforcé avec le recrutement de 6 cadres et donc tous les postes de l'UGP sont pourvus exception faite du responsable de la passation des marchés qui devrait être affecté au Projet par le ministère de

l'Agriculture; ii) les capacités techniques de 66 acteurs (dont 20 femmes) composés des STD, des CRA et de l'UGP ont été renforcées en suivi-évaluation; iii) le logiciel comptable TOM2PRO est opérationnel et les capacités du RAF et du comptable ont été renforcées sur ledit logiciel.

100. Par ailleurs, il faut souligner la bonne coordination tant entre cellules de l'UGP qu'entre celle-ci et les opérateurs décentralisés. De plus, l'UGP est performante en termes de planification et d'organisation du travail. Cependant, on note un manque d'intégration des interventions sur le terrain, un manque de pragmatisme dans le montage et la mise en œuvre du Projet (multitude d'acteurs et de contrats), ainsi qu'une rigidité par rapport aux quotas et budget tels que définis dans le document de conception du Projet.

101. De plus, la gestion du Projet se heurte à des contraintes exogènes (voir ci-après) qui ont réduit sa cadence de mise en œuvre et qui devront faire l'objet d'un examen avec les parties concernées pour qu'elles ne se reproduisent plus.

102. **Défis de mise en œuvre.** Il a été constaté que de nombreux défis s'imposaient à l'UGP ainsi qu'aux maîtres d'ouvrage (les CRA) dans le cadre de l'exécution des activités du Projet (procédures lentes de passation des marchés, difficultés d'ordre technique des CRA à jouer leur rôle de maîtrise d'ouvrage déléguée, faible structuration des OPA, manque de ciblage stratégique, appropriation variable de l'approche du Projet de la part des différents partenaires d'exécution, suspension des engagements des dépenses sur le budget de l'année 2016 par le MINEFID, etc.). A cet égard, la mission a suggéré l'analyse de toutes ces contraintes avec des pistes de mesures correctrices. Cet exercice qui évoluera dans le temps, permettra de mettre en place des solutions viables aux problématiques mineures rencontrées et d'anticiper une réflexion plus approfondie par rapport aux défis conjoncturels qui pourront être adressés, partiellement, par la stratégie de désengagement du Projet et en profondeur, à l'occasion de la mission de revue à mi-parcours prévue pour 2018.

103. **Passation de marchés.** Une des contraintes majeures à laquelle fait face l'UGP reste les procédures chronophages inhérentes aux exercices de passation de marchés. Ainsi, la multitude des recrutements prévue par le montage institutionnel pour l'exécution du Projet couplée avec les procédures et délais à l'échelle nationale, positionne la passation des marchés comme une dimension critique pour le succès ou l'échec du Projet. Le recrutement d'un(e) chargé(e) de la passation des marchés n'ayant pas abouti, la mission supporte l'initiative de l'UGP de suggérer un détachement de la part d'un responsable en Passation des Marchés de la Direction du Contrôle, des Marchés Publics et des Engagements Financiers du Ministère en charge de l'Agriculture. Cette mesure permettra de soulager rapidement les cellules techniques et de pallier à un besoin de planification et de coordination soutenue afin que les procédures d'acquisitions, de recrutements et d'exécution des travaux prévus pour 2017 ne prennent du retard.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Identifier les défis de mise en œuvre et solutions suggérées dans la perspective de la stratégie de désengagement et en prévision à la mission de RMP.	Coordonnateur, RCSE, RCEA, RCA, ICO FIDA	31 mai 2017
Obtenir la mise à disposition d'un agent en charge de la passation des marchés du MAAH	Coordonnateur	15 avril 2017

Suivi-évaluation

Atelier de bilan programmation des activités du 1^{er} et 2^{ème} trimestre

104. C'est en février 2017 que s'est tenu à Ouahigouya, dans la région du Nord un atelier de bilan programmation des activités. Cet atelier qui a regroupé 45 participants dont 9 femmes a permis de : i) faire le bilan de mise en œuvre du PTBA 2016; ii) dégager les acquis et insuffisances de la mise en œuvre des activités ; iii) faire des propositions de solutions mais aussi partager le contenu du PTBA 2017 avec les partenaires; iv) affiner le suivi budgétaire ; v) procéder à une planification réaliste

prenant en compte la dynamique du Projet qui est en phase d'accélération de sa cadence de mise en œuvre.

105. Pour ce faire, la planification par le pilotage par jalons a été adoptée. Un registre des jalons pour l'ensemble des activités critiques est élaboré. Ce registre décline les dates critiques de fin des activités, les responsables ainsi que le niveau d'atteinte du jalon. Le registre de jalons constitue un tableau de bord pour chaque aspect critique de mise en œuvre. Il est prévu que ce registre des jalons soit suivi et actualisé tout au long de la mise en œuvre du PTBA.

Elaboration du rapport annuel SYGRI

106. Avec l'objectif d'améliorer le processus de collecte des données relatives aux indicateurs SYGRI, un guide a été élaboré par la cellule Suivi-Evaluation. Cet outil intègre entre autres la définition des indicateurs ainsi que la fréquence, les responsables et la méthode de collecte. A l'occasion du prochain atelier de renforcement des capacités portant sur le système de S&E (prévu pour juin 2017), ce guide fera l'objet d'une dissémination auprès de l'ensemble des acteurs de mise en œuvre du Projet en vue de faciliter la collecte et la transmission des données.

Création du site internet du Projet

107. Afin d'offrir davantage de visibilité aux activités du Projet, le site internet du Projet (www.neertamba.org) a été créé fin 2016. Une fois finalisé, ce site sera administré par la cellule Suivi-évaluation avec l'appui des cellules techniques du Projet. Des propositions d'amélioration ont été formulées et la prise en compte de ces propositions est en cours. Tous les articles publiés sur le Projet par les médias ainsi que les supports vidéo seront systématiquement postés sur le site. Une bibliothèque électronique sera activée et l'ensemble des documents du Projet y seront accessibles. Il est prévu que le site soit pleinement fonctionnel avant la fin août 2017.

Logiciel de suivi-évaluation

108. Un logiciel de S&E a été acquis et installé et son paramétrage est en cours. Ce logiciel (DELTA) est déjà utilisé par des Projets au Burkina Faso (Deuxième Programme National de Gestion des Terroirs - PNTGT2-3 - et le Projet d'Amélioration de la Productivité agricole et de la Sécurité Alimentaire - PAPSA) et permettra de disposer d'une base de données mise à jour régulièrement sur les réalisations du Projet. De plus, il facilitera la planification physique et financière, le suivi d'exécution, le suivi des indicateurs du Projet, la gestion collaborative des acteurs et les informations partagées, l'archivage électronique et la gestion des missions ainsi que les PV de réunions. La finalisation des procédures de paramétrage et de renseignement de la base de données devra être terminée au plus tôt afin de permettre son exploitation par les acteurs du système de Suivi-évaluation ainsi que par les membres de la prochaine mission conjointe de supervision. Les capacités techniques de l'équipe de l'UGP ont été renforcées sur le logiciel Excel au cours d'une session de formation ayant regroupé 18 participants. L'objectif visé par cette formation était de permettre aux participants de créer et manipuler une base de données, d'établir et d'utiliser des tableaux croisés dynamiques et de produire des statistiques d'aide à la décision.

Système d'information géographique (SIG)

109. Certains cadres de l'UGP ayant déjà acquis une certaine maîtrise dans la gestion du logiciel SIG, le recours à cet outil apparaît comme extrêmement stratégique tant au niveau du reporting que du ciblage géographique (voir la section sur le ciblage). Ainsi, une utilisation systématique des outils de cartographie permettrait au Projet d'affiner son intervention tout en appréciant les complémentarités d'action en amont et en aval des filières, soutenues par les initiatives de renforcement des capacités institutionnelles des CRA et autres organisations de producteurs. Alors que cette cartographie fera l'objet d'une actualisation continue, une situation complète arrêtée devra être fournie au moment de la révision du PTBA courant (juin de chaque année) et de la préparation du PTBA de l'année consécutive (novembre de chaque année).

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la mise à jour du site internet Neer-Tamba	RCSE	31 août 2017
Finaliser le paramétrage et le renseignement du logiciel DELTA pour sa pleine exploitation	RCSE	15 septembre 2017
Géoréférencier systématiquement toutes les interventions du Projet	RCSE, RCA, RCEA	Immédiat et continu avec échéance en mai et novembre de chaque année

E. État d'avancement de l'exécution du Projet

Performance du Projet

110. Les taux d'exécution physique et financière du PTBA 2016 au 31/12/2016 sont respectivement de 72,89% et 85%. A la date du 28/02/2017, les taux globaux d'exécution physique et financière du Projet sont respectivement de 11,30%¹⁰ et 8,67%. Après 4 ans de mise en œuvre, le Projet n'a toujours pas atteint sa vitesse de croisière, mais compte tenu du considérable travail préparatoire qui était nécessaire et qui a été effectué, cette vitesse sera sans nul doute atteinte en 2017 à condition que le calendrier d'intervention soit respecté.

Cohérence entre PTBA et exécution

111. Le PTBA de 2016 avait été élaboré sur la base d'hypothèses réalistes de conditions favorables à une accélération du rythme de réalisation des activités. Cependant, ces conditions n'ont pas été effectives pour les raisons développées dans les sections précédentes. De plus, la priorité établie sur l'exécution des activités relatives à la 1ère composante (aménagements fonciers) s'est faite au détriment d'une complémentarité des interventions avec celles de la composante 2. Ainsi, pour le PTBA 2016, 70,27% des activités prévues pour la composante 1 ont été réalisées (petits aménagements fonciers villageois), 63,20% pour la composante 2 (intensification des petites exploitations et valorisation de leur production) et 78,12% pour la composante 3 (structuration des acteurs et mise en réseau).

Approche en matière de ciblage

112. Conformément à la recommandation de la précédente mission de supervision, il était question d'accélérer le processus d'élaboration de la stratégie de ciblage du Projet et d'en faciliter l'appropriation par les partenaires de mise en œuvre, notamment les CPS, CAP, STD, PAMO et opérateurs IEC. Pour ce faire, un consultant a été recruté pour la production de la stratégie pour laquelle un rapport provisoire est disponible. Alors que ce rapport représente une bonne base de réflexion, il met encore trop l'accent sur des méthodes de ciblage distinctes en fonction des appuis offerts par le Projet (voir section : « Stratégie de ciblage par type d'appui apporté par le Neer-Tamba » avec des CPS différenciés selon les appuis de la composante 1 ou 2). Afin de ne pas encourager cette démarche de cloisonnement, il est recommandé de revoir cette stratégie à la lumière des recommandations de la présente mission qui se fait fort de promouvoir une approche complémentaire entre les différentes composantes du Projet.

113. De plus, durant ses visites de terrain, la mission a pu constater que les faiblesses liées au ciblage issu du dispositif transitoire préconisé lors de la première mission de supervision (à savoir la sélection des bas-fonds riziocoles et des périmètres maraîchers à aménager et identification des sites de récupération des sols/CES/DRS au travers des STD avec approbation unique au niveau des CPS) se perpétuent. En effet, un certain saupoudrage des interventions relatives à la composante « Petits aménagements fonciers » illustre un ciblage dispersé qui risquerait de mettre à mal l'atteinte d'effets et d'impacts consolidés à l'échelle provinciale et régionale.

¹⁰ Taux d'exécution physique global du Projet calculé sur la base des investissements.

114. La mission a constaté que le montage institutionnel régissant l'exécution du Projet (soit 2 canaux de validation des interventions : (i) pour les aménagements avec les PAMO recrutés par l'UGP et (ii) l'intensification et la valorisation agricole avec les PAMO-MP recrutés par les CRA), engendre une dispersion des interventions en amont et en aval des filières ciblées. L'urgence d'établir une approche cohérente filière est à nouveau confirmée. C'est dans ce sens que des discussions avec le coordonnateur du Projet ainsi que les 3 responsables des cellules techniques de l'UGP (Aménagement, Economie agricole et Suivi-évaluation) ont été tenues afin d'identifier les principales actions urgentes à prendre afin d'assurer un ciblage stratégique dès la prochaine session de CPS qui se tiendra en juin 2017.

115. Par conséquent, la mission invite l'UGP à prendre les dispositions suivantes dans l'attente de la finalisation de la stratégie de ciblage :

- I. Intégrer à la note d'orientation de l'UGP aux CPS des aspects de ciblage tenant compte des considérations suivantes:
 - a) *Géographique*¹¹ : en fonction des zones de vulnérabilité en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle à l'échelle provinciale (incluant une priorité pour les femmes et les jeunes) ;
 - b) *Agricole* : selon les potentiels des bassins de production sur des filières clés, possiblement sensible à la nutrition (avec une préférence pour les groupements) ;
 - c) *Economique* : les dynamiques de marchés, les pistes de désenclavement et la concentration d'autres interventions d'appui au développement dans un souci de synergie et de complémentarité ;
- II. La préparation d'une fiche d'avant-Projet intégré qui réunirait tant les appuis en aménagements fonciers que ceux relatifs à l'intensification et la valorisation agricole (le concept de MP ne se référant plus uniquement à la mise en valeur de périmètres aménagés/récupérés) ;
- III. La tenue de sessions CPS uniques pour les appuis en amont et en aval des filières ciblées ;
- IV. La préparation d'un Plan de Coordination afin d'assurer un travail de terrain en synergie entre les PAMO, les PAMO-MP et les OAC (sous la responsabilité de l'UGP) ;
- V. L'adaptation des plafonds de subventions (individu vs collectif) et des quotas (40% agriculture, 35% animale et 25% environnement) alloués à chaque province en fonction des critères de ciblage listés ci-dessus (tant au niveau des aménagements que des filières).

116. En ce qui concerne la composante 3 (alphabétisation fonctionnelle, stratégie IEC, appuis aux organisations rurales), il est convenu que les bénéficiaires des micro-projets (au sens intégré du terme) représentent la cible privilégiée de ces activités qui leur seront systématiquement proposées et dont ils bénéficieront en cas de besoin.

117. Avec pour objectif de clarifier cette disposition transitoire, une « Note de priorisation » par province sera produite de la part du coordonnateur du Neer-Tamba et adressée à tous les acteurs de mise en œuvre du Projet pour adoption dès le prochain appel à Projets (avril 2017), au travers des CPS et jusqu'aux CAP (dans l'attente de la finalisation de la stratégie de ciblage). Les cadres de l'UGP, ayant démontré une conviction certaine vis-à-vis de cette approche intégrée, sont encouragés à participer aux différentes séances de délibération (CPS et CAP) afin de s'assurer que ces critères de sélection soient effectivement pris en compte.

¹¹ Sur la base des enquêtes de vulnérabilité préparées par USAID, le PAM, etc.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la stratégie de ciblage pour sa diffusion à l'atelier de S&E (prévu pour juin 2017)	RSE, RCA, RCEA	31 mai 2017
Préparer et partager avec tous les acteurs de mise en œuvre la « Note de priorisation » relative au ciblage pour les sessions des CPS de juin 2017	Coordonnateur	15 avril 2017

Lutte contre la pauvreté

118. Toute la démarche adoptée dans ce Projet vise à lutter contre la pauvreté et à accompagner les populations démunies dans leur recherche d'une autonomisation et d'une amélioration de leurs revenus. Cela permettra de concevoir pour les différents bénéficiaires des paquets qui sont réellement rentables en y adjoignant les différents volets complémentaires qui seront financés dans le cadre de la composante 1 et également par le fonds d'appui de la composante 2. La mission invite l'UGP à s'inspirer de la note d'orientation portant sur « Le ciblage de la pauvreté dans les Projets appuyés par le FIDA » partagée à l'occasion de la présente mission de supervision.

119. Le Projet contribue de deux manières à la lutte contre la pauvreté : i) par l'augmentation et la sécurisation des revenus des ménages ruraux grâce d'une part à l'augmentation de la production agricole (aménagements, renforcement des capacités) et d'autre part, grâce à la diversification et à la valorisation de la production (périmètres maraîchers, micro-projets) ; ii) par la qualification des ruraux renforçant la capacité des individus à participer aux activités du Projet susnommées et à mieux gérer le budget familial (alphabétisation fonctionnelle, formations techniques spécialisées).

Prise en compte de l'équité hommes-femmes

120. La participation de la femme aux activités du Projet est satisfaisante dans la mesure où elle se situe à 43% pour les activités d'appui-conseil, à 64% pour les micro-projets approuvés, et à 60% pour les activités d'alphabétisation.

121. Cependant, et malgré les efforts entrepris par le Projet en matière d'intégration des femmes dans le développement local et de respect des quotas institués pour la participation des femmes aux différentes structures territoriales, celles-ci restent encore à l'écart des postes de responsabilité et des centres de décision.

Sécurité alimentaire

122. L'augmentation de la production de riz est rendue possible grâce à l'aménagement des bas-fonds de même que celle du sorgho sur les terres dégradées réhabilitées grâce aux aménagements CRS. La production maraîchère (surtout oignon et tomate) est aussi amenée à se développer au travers de l'aménagement des périmètres maraîchers et aux micro-projets soutenus par le Fonds d'Appui. Ce Fonds favorise également la production de viande par les micro-projets d'embouche et de volaille. L'augmentation de la production de toutes ces spéculations vivrières (céréalières, maraîchères, viandes) permettra d'abord de satisfaire l'autoconsommation des ménages avant que ceux-ci ne commercialisent les surplus. Cependant, la mission note l'absence d'une sensibilisation aux bonnes pratiques de préparation culinaire qui soient sensibles aux aspects nutritionnels, mais elle figure parmi les thématiques identifiées dans le cadre de la mise en œuvre de la sous-composante 3 de la composante 3 « renforcement des capacités des populations cibles, des OR et des élus locaux.

Innovation et leçons apprises

123. **Innovation.** Le Projet Neer-Tamba s'est engagé depuis 2015 à promouvoir la co-innovation locale en vue de l'amélioration durable de l'autonomie économique des populations cibles et ce, en partenariat avec le programme AGRINOVIA (Agriculture Innovation en Afrique) de l'Université de Ouagadougou, dont l'approche est d'« apprendre à innover en partenariat ».

124. Après une formation d'initiation du personnel du Projet sur « le processus d'innovation et l'appui à l'innovation locale », AGRINOVIA a permis au Projet en 2016 de disposer : (i) de trois équipes régionales (les CRA, les Directions Régionales en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de

l'Environnement et la Recherche Agricole) formées et chargées de l'identification, la caractérisation et l'accompagnement de l'innovation locale ; (ii) de trois villages pilotes (un par région) pour le déroulement de la démarche de co-innovation (iii) et d'un guide méthodologique pour la prise en compte de l'innovation locale.

125. Au titre du PTBA 2017, le Projet vient de signer une convention de partenariat avec AGRINOVIA pour établir les bases de meilleures conditions de mise en œuvre de la démarche de co-innovation et prévoit une assistance technique d'AGRINOVIA aux équipes régionales pour l'apprentissage du processus de co-innovation. Une rencontre d'échanges entre la mission, AGRINOVIA et le Projet a permis de préciser davantage les perspectives pour 2017 dont: (i) la co-expérimentation suivie de revue d'au moins une innovation par région ; (ii) une formation complémentaire des acteurs ; (iii) un voyage d'échange d'expériences, en décembre 2017 au Niger, par les équipes régionales et les opérateurs d'appui-conseil; et (iv) une session de partage avec AGRINOVIA en octobre/septembre 2017, dans le cadre de l'évaluation des recherches en Master pluridisciplinaire initié depuis 2009 sous l'impulsion du FIDA. Notons que le processus d'innovation locale sera piloté en 2017 par les équipes régionales et progressivement pris en charge par les 13 opérateurs d'appui-conseil qui ont été impliqués dans le processus de la co-innovation (6 sur la diffusion des bonnes pratiques de gestion durable des terres, 4 sur la gestion technico-économique des exploitations et 3 sur le soutien au développement de réseaux d'acteurs thématiques).

126. La mission a noté que le partenariat en cours développé par le Projet avec AGRINOVIA est de type gagnant-gagnant en ce sens qu'il sous-tend l'essor du programme de Master pluridisciplinaire dans une dimension à la fois académique et application terrain. La mission a donc souhaité qu'AGRINOVIA puisse suivre et évaluer les effets contributifs de ce partenariat sur son programme de Master pluridisciplinaire et sur le plan national.

127. **Leçons apprises.** Au titre du PTBA 2016 le Projet a pu tenir avec 76 personnes (dont 16 femmes), un atelier de dissémination des bonnes pratiques sur les aménagements CES/DRS, à partir d'une étude sur la mise en œuvre des mesures de conservation des eaux et des sols (CES) au Burkina Faso, en collaboration avec AGRINOVIA et l'Université Catholique de Louvain de Belgique. Ce partenariat soutenu avec l'UCL dans l'accompagnement de candidats à la maîtrise en agronomie sur des aspects d'innovation et d'apprentissage relatifs aux inventions du Projet (en particulier sur les différents types d'application des cordons pierreux) est susceptible d'apporter un important potentiel aux paysans aménagistes/facilitateurs dans leur rôle d'accompagnement et de capitalisation en matière de réalisation des ouvrages CES/DRS.

Recommandations

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Evaluer avec l'appui d'AGRINOVIA les effets contributifs du partenariat avec le Projet Neer-Tamba sur son programme de Master pluridisciplinaire et sur le plan national	Décembre 2017	UGP-AGRINOVIA-

F. Aspects fiduciaires

Gestion Interne

128. **Révision du Manuel.** La précédente mission de supervision a fait des recommandations visant à améliorer le manuel des procédures administratives, comptables et financières suite à des constats liés à : (i) l'absence de procédures relatives aux modes de sélection des consultants (ii) l'inadaptation de certains schémas d'écritures comptes et (iii) la non exhaustivité des procédures de contrôle interne. Ces recommandations n'ont pas été mises en œuvre à la date du passage de la présente mission de supervision. Cependant, le Projet prévoit de boucler ce chantier au plus tard à la fin du mois d'avril 2017. Les travaux de révision seront pilotés par le Service Financier du Projet appuyé par la Direction des Marchés Publics du Ministère de tutelle. La mission a insisté sur la mise en œuvre effective de ces recommandations.

129. **Dispositif organisationnel du service financier.** Les effectifs prévus sont tous en place aussi bien au niveau de l'UGP qu'au niveau des CRA. Toutefois, le processus de recrutement du spécialiste en passation des marchés n'a pas abouti, le poste reste toujours vacant. Les activités d'appui que celui-ci est censé apporter aux CRA sont pour le moment confiées à la Direction de Passation des Marchés du Ministère de Tutelle sur la base d'appuis ponctuels. Cette formule semble donner des résultats probants au vu des processus d'acquisition conduits à terme par les CRA à partir du mois de février 2017. La mission estime que ce dispositif devrait être maintenu en attendant l'évaluation à mi-parcours du Projet.

130. **Gestion comptable.** Elle est assurée à partir du logiciel Tom2pro, version mono Projet multi sites, c'est-à-dire que chaque entité (UGP et les CRA) tient sa propre comptabilité, la consolidation étant faite au niveau de l'UGP. La comptabilité consolidée du Projet était à jour au 31 décembre 2016 au passage de la mission.

131. La mission a noté que les saisies des opérations de l'exercice 2017 dans le système comptable n'avaient pas commencé au moment de son passage. Ce constat est également fait au niveau de la saisie du PTBA 2017. Ce retard serait dû d'une part, au retard pris dans l'acquisition du logiciel qui a nécessité des efforts de rattrapage et d'autre part, au retard accusé par le FIDA pour la validation du PTBA 2017. Le Service Financier prévoit de démarrer ces travaux de saisie à la fin de l'intervention de l'auditeur externe. En attendant, les journaux de banque et de caisse sont tenus sur Excel.

132. La mission a rappelé au Service Financier que l'organisation comptable doit assurer : (i) un enregistrement exhaustif, au jour le jour, et sans retard des informations de base; (ii) le traitement en temps opportun des données enregistrées ; (iii) la mise à la disposition des utilisateurs des documents requis dans les délais. Le Service Financier doit mieux s'organiser pour sortir de cette situation de rattrapage régulière de la comptabilité. Pour ce faire, le Service Financier devra mettre en place un dispositif permettant aux CRA de faire un reporting mensuel à l'UGP.

133. La mission a également relevé que le module « Gestion des Immobilisations » du système informatisé de gestion comptable n'est pas à jour. Cette situation est due au fait que ce module n'est pas renseigné au moment de l'enregistrement des opérations comptables. Cependant, elle note qu'un inventaire physique des immobilisations a été réalisé au 31 décembre 2016 aussi bien au niveau de l'UGP qu'au niveau des CRA et que les matériels acquis dans le cadre du Projet sont codifiés.

134. La mission a constaté que les charges d'exploitation de l'exercice, au lieu d'être capitalisées, sont portées en report à nouveau débiteur. Les mouvements sur ce compte doivent provenir du résultat de l'exercice. Or, le Projet ne réalise pas de résultat.

135. Par ailleurs, le compte de virement interne n'est pas soldé au 31 décembre 2016. C'est un compte de passage utile à la comptabilisation d'opérations internes à l'entité. Son utilisation a pour but d'éviter les risques de double emploi au cours de la centralisation des écritures. Il doit être soldé à la clôture de l'exercice.

136. Un compte de « Régies d'avances » a été ouvert alors que le Projet ne dispose pas de Régisseur. Les avances comptabilisées dans ce compte sont en réalité des avances qui doivent être gérées dans les comptes de tiers.

137. **Contrôle interne.** Plusieurs activités de contrôle sont réalisées, notamment au niveau de la comptabilité (contrôle de la conformité des données avant leur traitement et la saisie comptable), la gestion de la trésorerie (contrôle des avances de fonds à justifier, états de rapprochements bancaires mensuels, contrôle mensuel de la caisse), la gestion du patrimoine (inventaire physique des immobilisations). La mission note que ces contrôles sont formalisés.

138. La mission a relevé que les efforts consentis pour assurer le contrôle financier et l'appui aux CRA ont été maintenus. Au titre des missions d'appui sur le terrain, le RAF a entrepris au mois de février 2017 une visite auprès des trois CRA afin de s'assurer de la qualité du dispositif comptable, financier et des pièces justificatives. L'UGP a également organisé un atelier d'échange avec

l'ensemble des services financiers des différentes CRA au mois de février/mars 2017. Cette rencontre a permis de mettre à jour la comptabilité au 31 décembre 2016 et permettre l'établissement de la DRF n°07 sur le Prêt/Don. En dépit de tous ces efforts, la mission estime nécessaire la préparation et la diffusion auprès des CRA d'un guide des schémas d'écritures comptables.

139. D'autres activités de contrôles sont exécutées par le Contrôleur interne affecté au Projet par l'Emprunteur et celui recruté par l'UGP pour le compte du BN CRA. Les missions de contrôle sont conjointement réalisées par les deux spécialistes. Ces contrôles portent sur le respect des procédures de passations de marchés (contrôle a priori), la qualité, l'exhaustivité des pièces justificatives des dépenses, la gestion de la trésorerie et la gestion administrative. La mission a examiné les rapports des deux missions réalisées dans les CRA du Bureau National et du Nord. Les constats relevés portent essentiellement sur : (i) des insuffisances sur les documents d'acquisitions de biens et services ; (ii) des insuffisances dans la justification des dépenses (absence de TDR, du budget, de rapports, d'ordres de mission...). La mission a attiré l'attention du Contrôleur Interne de l'UGP sur la nécessité de mieux structurer les rapports de contrôle afin de les rendre plus intelligibles et plus faciles à exploiter. Il s'agit de regrouper les mêmes insuffisances relevées sous un même constat afin de formuler une recommandation claire et concise. Il est également nécessaire d'obtenir l'adhésion des entités contrôlées pour la mise en œuvre des recommandations formulées. Pour ce faire, leurs commentaires doivent être formalisés dans le document définitif. Les recommandations doivent être assorties d'un plan d'action convenu avec l'entité contrôlée. La mission estime également que les rapports provisoires de contrôle des CRA doivent être partagés avec le Service Financier de l'UGP en sa qualité de service d'appui aux CRA.

140. La mission relève que les contrôleurs internes n'ont pas encore réalisé de mission de contrôle de l'UGP. Le champ d'investigation du Contrôleur Interne de l'UGP doit s'étendre au contrôle des ECD avant leur transmission au FIDA. Le Coordonnateur doit porter une attention particulière à la réalisation du plan de travail du Contrôleur Interne ainsi qu'à la mise en œuvre des plans d'action issus de ses travaux.

141. **Gestion de la trésorerie.** Au 28 février 2017, les montants payés du compte désigné et du compte des opérations, mais n'ayant pas encore été demandés en remboursement au FIDA, sont évalués à 952,685 millions FCFA soit près de 60% de l'avance initiale. Plus de 90% de ce montant représente les dépenses des CRA de la période d'août 2016 à février 2017. Bien qu'à la même date, le solde de la trésorerie disponible et le montant des DRF en instance de paiement par le FIDA représentent respectivement 18% et 22% de l'avance initiale, la mission attire l'attention du Service Financier sur le respect de la norme relative au délai de présentation des dépenses en remboursement qui est de 3 mois.

142. La mission a noté la mise en œuvre de la recommandation de la dernière mission de supervision relative à la présentation du registre des DRF par financement. Elle a également noté la régularité des états mensuels de rapprochement bancaire pour l'ensemble des comptes bancaires tenus par l'UGP (compte désigné, compte des opérations et compte de la contrepartie nationale).

143. La gestion de la caisse est confiée à une personne distincte du gestionnaire comptable et directement supervisée par le RAF. Les mouvements de la caisse sont suivis à l'aide d'un brouillard de caisse tenu dans un fichier Excel. L'encaisse maximum autorisée ainsi que les dépenses que la caisse permet de payer sont respectées. Le RAF procède à un contrôle systématique de la caisse à la fin de chaque mois, tel que recommandé par le manuel de procédures. La mission estime qu'un contrôle mensuel inopiné devrait également être instauré par le RAF.

144. **Mise à disposition des fonds aux partenaires.** La mission relève que les trois (03) contrats des prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage (PAMO) d'un montant global de 1 526 millions FCFA HT/HD ont été signés en mars 2017. Aucun décaissement n'avait été fait sur ces contrats au moment du passage de la mission. En ce qui concerne les neuf (09) contrats des prestataires d'appui à la maîtrise d'ouvrage des micro-Projets (PAMO-MP) d'un montant global de 2 485 millions FCFA HT/HD, les contrats ont été signés en novembre 2016. Les paiements des avances de démarrage, part FIDA,

ont été faits en janvier 2017. La part de la contrepartie nationale n'avait pas encore été payée au moment du passage de la mission.

145. Dans le cadre des conventions de partenariat entre le Projet et les Services Techniques Décentralisés (STD), il est prévu dans le budget des dépenses de location de matériel (vidéoprojecteur et groupe électrogène) pour des besoins des activités d'information et de sensibilisation d'une durée de 60 jours. Le montant de ces dépenses dépasse largement le coût d'acquisition d'un matériel neuf qui viendrait renforcer les capacités du STD et permettre au Projet de faire des économies substantielles du moment où ces activités sont susceptibles d'être renouvelées. La mission a attiré l'attention du Projet sur le fait que les ressources doivent être utilisées dans un souci d'économie et d'efficacité.

Aspects fiduciaires

Gestion financière

146. La mission a noté une bonne prise en charge de la gestion financière par le SAF, à travers notamment une meilleure appropriation du logiciel de gestion financière Tom2pro. Tous les modules de ce logiciel sont exploités même si des efforts de rattrapage de la comptabilité et du module gestion des immobilisations sont nécessaires à date.

147. Au 31 décembre 2016, plusieurs états ont été produits à partir du système. Il s'agit notamment de : la balance générale et le grand livre général, la balance analytique et le grand livre analytique, les décaissements par composante, par catégorie et par source de financement, l'état d'exécution du PTBA 2016 etc. La mission a noté que le SAF a également préparé à partir du logiciel de gestion financière, des états d'analyse des comptes d'avances à justifier. La mission a rappelé au SAF la nécessité de revoir le paramétrage du logiciel afin de faciliter la préparation du Rapport Financier Intérimaire à transmettre au FIDA à la fin du semestre en cours.

Réalisations financières cumulées du Projet

148. Le cumul des réalisations financières du Projet au 31/12/2016 est de 4,41 milliards¹² de FCFA pour un coût global évalué à la formulation du Projet à 56,64 milliards FCFA soit, un taux d'exécution financière global de 7,79%. Ce taux était de 5,7% au 30/08/2016. Au 28/02/2017, l'exécution financière du PTBA 2017 est évaluée à 498 millions FCFA, ce qui porte le taux d'exécution financière cumulée du Projet à 8,67%.

Exécution financière du PTBA 2016

149. Au 31/12/2016, sur la base des informations extraites du logiciel Tom2pro, le taux d'exécution financière du PTBA 2016 est évalué à 62% (sans les engagements). Ce taux était de 30% au 30/08/2016. Lorsque l'on tient compte des engagements au 31/12/2016, le taux de réalisation financière du PTBA s'établit à 85%.

150. La performance financière du Projet par composante sans les engagements se situe globalement à : (i) 41% pour la composante « petits aménagements fonciers » ; (ii) 79% pour la composante « Intensification des petites exploitations et valorisation de leurs productions » ; (iii) 60% pour la composante « structuration des acteurs et mise en réseaux » ; et (iv) 120% pour la composante « gestion du Projet et suivi-évaluation ».

151. La mission note un dépassement budgétaire important sur la composante « Gestion du Projet et suivi-évaluation ». Ce dépassement s'expliquerait par dépenses hors PTBA (notamment les frais de participation du Projet à plusieurs rencontres organisées par le FIDA au cours de l'exercice 2016). La mission a attiré l'attention du Projet sur le respect de la discipline budgétaire.

¹² Dépenses réalisées y compris les taxes.

152. En ce qui concerne le financement FIDA, le taux de réalisation financière du PTBA au 31/12/2016 est de 54% (sans les engagements). En tenant compte des engagements, ce taux s'établit à 77% contre 89,59% en 2015.

Décaissement sur Don Initial et le Prêt/Don complémentaire

153. A date, la situation des décaissements du Projet sur le flexcube (en prenant en compte les dépôts initiaux et leurs rehaussements) sont respectivement de 10,43% sur le Don initial et 7,9% sur le Prêt/Don complémentaire. En prenant en compte la DRF n°7, en instruction au FIDA, pour un montant de 209 millions FCFA, le taux de décaissements prévisionnel sur les ressources Prêt/Don serait de 9,7% d'ici la fin du mois de mai 2017.

Reconstitution du Compte Désigné (CD) FIDA

154. La mission note que le compte spécial a atteint son plafond maximal de 1 600 mln FCFA fin 2016 comme prévu dans la Lettre à l'Emprunteur. Elle note également que les transferts de fonds de contrepartie effectués sur le compte d'opérations FIDA (140 millions FCFA) ont été remboursés par le Projet par virement bancaire en novembre 2016. Les transferts de fonds de contrepartie effectués sur les sous/comptes d'opérations des CRA (480 millions FCFA) ont été demandés en remboursement au FIDA à hauteur de 486 millions FCFA (DRF N°16). Cette DRF a été payée par le FIDA à la date du 02/03/2017.

155. Au 28/02/2017, les disponibilités représentent 18% de l'avance initiale, soit 288 millions FCFA et les DRF en instance auprès du FIDA représentent 22%, soit 359 millions FCFA. Ce taux sera de 13% si l'on tient compte du paiement de la DRF N°6 sur le Don intervenu le 07/03/2017 pour un montant de 149 millions FCFA. La mission note que les dépenses en cours de transformation en DRF (953 millions FCFA) représentent 60% de l'avance initiale. Ce niveau de dépenses payées sur les comptes d'opérations mais non demandé en remboursement semble excessif.

Revue ECD

156. Elle a porté sur les DRF N°16 (Don Initial) et DRF N°006 et N°007 (Prêt/Don). La revue a porté sur 30% au moins des dépenses demandés en remboursement auprès du FIDA, toute catégorie confondue. La DRF N°016 couvre les dépenses de la période allant du 01/01/2016 au 31/08/2016 et concerne tous les sites du Projet. La DRF N°006 couvre les dépenses de la période de janvier à octobre 2016 et la DRF N°07 couvre les dépenses des mois de novembre à décembre 2016. Ces deux DRF concernent uniquement les dépenses de l'UGP.

157. D'une manière générale la documentation est satisfaisante. Cependant, la mission a relevé au niveau des documents comptables des CRA quelques faiblesses liées à : (i) l'absence d'harmonisation des méthodes d'archivage des pièces comptables, (ii) absence de certaines pièces justificatives matérialisant les différentes étapes du processus d'acquisition : demande de cotation, factures pro-forma, fiche d'analyse des offres). Par ailleurs la mission note que les dépenses des DRF N°016 et DRF N°006 couvrent des périodes supérieures à 6 mois contrairement à la norme du FIDA qui est de 3 mois maximum.

Financement de la contrepartie

158. La contribution de la Contrepartie Nationale dans le financement du coût global du Projet est estimée à 11 933,70 millions FCFA. Il est précisé dans les accords de financement que cette contribution est constituée d'une partie décaissable pour la mise en œuvre du Projet et d'une partie non décaissable représentant l'ensemble de droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le l'Emprunteur.

159. Au titre de l'exercice 2016, sur une prévision budgétaire de 1.264 millions FCFA, le Gouvernement a décaissé 865 millions FCFA. Compte tenu du reliquat du budget 2015 reporté sur 2016 (246 millions FCFA), la mise à disposition de la contrepartie nationale s'établit à 1,11 milliards

CFA, soit 87,90% des prévisions budgétaires. La mission note une amélioration de la mise à disposition des fonds de contrepartie en 2016.

160. La mission note que le Projet a comptabilisé des impôts et taxes d'un montant de 50 millions FCFA au titre de la partie non décaissable du financement de l'Etat, contrairement à 2014 et 2015. Sur cette base, le taux de paiement des dépenses sur la contrepartie nationale au 31/12/2016, en tenant compte des impôts et taxes, est évalué à 1 673 millions FCFA, soit 14,02%.

161. Après analyse de la méthode d'évaluation et de comptabilisation de ces impôts et taxes, la mission relève qu'à terme, ils porteront le coût global du Projet à plus de 63,8 milliards FCFA au lieu de 56,6 milliards FCFA. La contrepartie de l'Etat serait de 19, 057 milliards FCFA (dont 7,13 milliards de non décaissable et 11,933 milliards FCFA de décaissable).

Dispositions des accords de financement

162. La mission note que le rapport financier et technique semestriel et le rapport annuel 2016 ont été transmis au FIDA le 17/02/017. La mission a attiré l'attention du Projet sur la transmission du rapport de l'audit externe de l'exercice 2016 avant le 30 juin 2017.

Passation de marchés

163. La mission a relevé que le registre des contrats comporte plusieurs contrats dont le montant n'est pas conforme avec celui figurant dans le contrat physique. Par ailleurs, certains montants sont indiqués en hors taxes alors que d'autres sont en toutes taxes comprises. Un fichier des fournisseurs a été constitué au sein de l'UGP et dans chaque CRA afin de rendre opérationnelles les acquisitions de biens et services par consultation restreinte. Cependant, celui de l'UGP doit être actualisé sur la base d'un avis à manifestation d'intérêt à diffuser dans les journaux d'annonces légales. Ce fichier ne doit contenir que les fournisseurs en règle avec la réglementation nationale en matière de fiscalité.

Audit

164. La mission d'audit externe au titre de l'exercice 2016 a démarré dans la semaine du 20 au 24 mars 2017. Les équipes d'audit interviennent à la fois dans les CRA et au niveau de l'UGP.

165. La mission a attiré l'attention de l'auditeur interne sur la nécessité de prendre en compte les observations de la précédente mission de supervision ainsi que la disponibilité du rapport d'audit en vue de sa transmission au FIDA dans le délai du 30 juin 2017.

Recommandations

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Finaliser la saisie du PTBA 2017 et les pièces justificatives des opérations 2017	31/05/2017	RAF
Mettre en place un reporting comptable mensuel par les CRA, y compris les pièces justificatives à transmettre au plus tard le 05 du mois M+1	31/07/2017	RAF
Mettre à jour le module « Gestion des Immobilisations » du logiciel Tom ² pro	31/05/2017	RAF
Reclasser le compte de « Régies d'avances » dans un compte de débiteurs divers	Immédiatement	RAF
Préparer et diffuser auprès des CRA, un guide harmonisé des schémas d'écritures comptables	31/07/2017	RAF
Structurer les rapports de contrôle effectués par les contrôleurs internes afin de les rendre plus intelligibles et plus facile à exploiter	Immédiatement	Contrôleur Interne
Transmettre la DRF n°17 au FIDA de manière à réduire le taux des dépenses non encore transformées en DRF.	31/03/2017	RAF
Mettre à jour le répertoire des fournisseurs au niveau de l'UGP	31/05/2017	RAF

G. Durabilité

166. **Durabilité institutionnelle.** L'approche choisie par le Projet est de nature à garantir la durabilité des interventions. En particulier, le choix de confier la mise en œuvre à des institutions de terrain (CRA pour les appuis directs aux groupes cibles et DRA/DPA pour les fonctions régaliennes liées à ces appuis), de renforcer la participation des organisations de producteurs et du secteur privé, permet d'envisager la poursuite et la consolidation des acquis du Projet au-delà de sa date d'achèvement. En outre, le plaidoyer que mènent actuellement les CRA par le biais du BN-CRA en vue de les doter d'une base juridique leur garantissant un statut légal qui leur permettrait la mobilisation de ressources pérennes serait de nature à renforcer la durabilité de leur intervention.

167. Par ailleurs, l'ensemble des activités relatives à l'aménagement des bas-fonds sont réalisées dans une dynamique du « faire-faire », fondée sur l'adhésion et la participation active des bénéficiaires. Aussi, tous les partenaires de mise en œuvre (CRA et STD) se sont inscrits dans une démarche participative auprès des populations cibles afin d'aboutir à des schémas d'aménagement qui prennent en compte les réalités et les préoccupations des bénéficiaires. Pour le Projet Neer-Tamba, cette démarche permettra une meilleure appropriation des ouvrages et contribuera à leur durabilité.

168. **Autonomisation.** Un certain nombre de mesures sont prises pour garantir l'autonomisation des producteurs bénéficiaires de petits Projets collectifs ou individuels : i) pour les bas-fonds et les périmètres maraîchers aménagés, un appui-conseil en gestion d'exploitation est prévu pour renforcer les capacités des organes de gestion que sont les comités de gestion (GOGES). En outre, ceux-ci bénéficient d'un appui à la mise en place de fonds de roulement ; ii) à l'échelle individuelle, outre le conseil destiné à renforcer les capacités techniques des producteurs, les promoteurs de micro-projets sont accompagnés par les PAMO-MP afin de préparer des comptes d'exploitation cohérents garantissant la viabilité économique et ainsi la durabilité des micro-projets soutenus.

169. **Durabilité technique.** La mise en place et la formation des COGES participeront à la durabilité des aménagements réalisés et les effets positifs sur les rendements seront fonction de l'âge des ouvrages. Il sera nécessaire d'assurer un entretien en remettant en place les pierres déplacées par les animaux ou le ruissellement. Les meilleurs résultats seront obtenus lorsqu'on y associera les mesures biologiques (haie vive, apport de fumure organique et paillage). La diminution de la vitesse d'écoulement favorisera l'infiltration des eaux et la sédimentation et permettra de conserver l'humidité dans le sol pendant des périodes plus longues.

170. **Qualité de la participation des bénéficiaires.** La participation des bénéficiaires aux activités du Projet est satisfaisante dans la mesure où la méthode HIMO a été acceptée par les bénéficiaires, qui ont entièrement joué leur rôle dans la mise en œuvre de la plupart des activités d'aménagement des bas-fonds.

171. Pour ce qui est de leur participation aux formations: i) dans le cadre des bourses de dotation, il s'est avéré que les personnes formées ont dépassé les effectifs prévus car en plus des exploitants visés, d'autres personnes se sont jointes. C'est particulièrement le cas des formations dispensées aux exploitants de bas-fonds destinées à la sensibilisation sur l'utilisation des pesticides homologués. Ces niveaux élevés de participation reflètent un intérêt manifeste de la part des exploitants pour recevoir du conseil technique ; ii) dans le cadre de leurs formations sur l'itinéraire technique des variétés améliorées de riz, dispensées sur place dans les parcelles de bas-fonds, les STD ont également fait remonter une bonne participation des agriculteurs.

172. Dans le cadre du Fonds d'appui, la participation des bénéficiaires est forte : i) ils sont à l'initiative de la sollicitation du Fonds ; ii) ils contribuent activement à la préparation de leurs avant-Projets avec les rédacteurs endogènes et à l'affinement avec les PAMO-MP ; iii) ils contribuent financièrement à hauteur de 10% en moyenne du budget (cette proportion varie de 5 à 20% en

général avec des participations allant jusqu'à 40% dans quelques micro-projets à l'Est) ; iv) ils sont responsables de la mise en œuvre des micro-projets avec l'appui des PAMO-MP.

173. En ce qui concerne l'alphabétisation, la participation des bénéficiaires est élevée et la demande exprimée pour cette opération est importante.

174. **Adaptabilité des prestataires.** En ce qui concerne les aménagements, les paysans aménagistes formés et équipés par le Projet ont été d'une utilité appréciable pour la conduite des aménagements. Toutefois, les transporteurs de moellons n'ont pas donné entière satisfaction à cause des pannes répétées des camions et de l'inaccessibilité des sites en période de pluies. Par ailleurs, les puisatiers sont sous-équipés et éprouvent des difficultés à préfinancer les travaux en l'absence de la remise d'une caution pour obtenir du Projet l'avance de démarrage. En outre, l'évaluation des protocoles engagés avec la DGAHDI et la DGF pour la réalisation des travaux de récupération mécanisée des terres a conduit à rechercher d'autres partenaires plus performants.

175. Les PAMO-MP donnent à ce stade satisfaction. On pourra cependant regretter qu'après la signature de leurs contrats ils aient été amenés à demander des changements très importants dans la composition des équipes proposées dans leurs offres (75 à 100% de changement). Néanmoins les nouveaux profils proposés répondent aux exigences du cahier des charges. Après un premier cycle d'accompagnement de Projets, la communication entre les PAMO-MP et les CRA d'un côté et avec les promoteurs de micro-Projets est considérée comme bonne. Sur les 592 Projets affinés par les PAMO-MP et présentés au CAP, 563 (95%) ont été approuvés, ce qui traduit la bonne qualité de leur travail d'affinement avec les promoteurs.

176. Les OAC venant d'être recrutés il est trop tôt pour se prononcer à leur sujet.

177. **Stratégie de désengagement.** Afin d'assurer une durabilité des effets du Projet au-delà de 2022, il est indispensable de garantir l'autonomisation des bénéficiaires (OPA, producteurs, éleveurs et transformateurs) ainsi que des maîtres d'ouvrage que sont les CRA. Alors que les appuis de renforcement des capacités de production, de valorisation et de mise en réseau sont cohérents avec les objectifs escomptés, la viabilité des CRA présentement sous perfusion financière de la part des différents Projets actifs dans leurs régions respectives, reste un défi de taille. Bien que le Projet se soit déjà engagé à accompagner les CRA et leur Bureau National dans la préparation d'un avant-Projet de loi pour la reconnaissance légale de leur statut (ce qui permettrait de mettre en place des mécanismes de mobilisation interne de ressources), la situation présente n'offre aucune alternative à court terme qui pourrait dissocier le financement des bailleurs de fonds à la survie et au fonctionnement pérenne des CRA. De plus et en anticipation d'une reconnaissance juridique de leur statut, une assistance technique pour l'actualisation de la stratégie de mobilisation interne de ressources auprès des OPA et des Organisations faitières sera proposée.

178. Ainsi et à l'échelle du Projet, considérant l'inexistence d'une stratégie de sortie prévue pour le Neer-Tamba, la mission recommande de recruter un consultant afin d'élaborer la stratégie de désengagement du Projet avec une considération spécifique sur la viabilité et l'autonomisation financière des CRA. Il est attendu qu'une proposition concrète de stratégie soit suffisamment élaborée afin d'alimenter la mission de revue à mi-parcours prévue pour 2018 et ce, afin de se voir discutée et validée pour une mise en œuvre immédiate dès la fin de cette mission charnière.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Mettre à jour la stratégie de mobilisation de ressources internes des CRA	BN/CRA, Coordonnateur	30 septembre 2017
Elaborer une proposition de stratégie de désengagement du Projet en anticipation à la mission de revue à mi-parcours	Coordonnateur, RSE, RCA, RCEA	31 décembre 2017

179. **Possibilité de reproduction à plus grande échelle.** Une des stratégies du Projet consiste en la mise à l'échelle des bonnes pratiques existantes de reconstitution et de gestion durable des ressources naturelles. La mission note qu'à travers une bonne collaboration avec les services

techniques de l'Etat et dans l'attente de l'opérationnalisation des PAMO, le Projet a facilité l'amorce d'une mise à l'échelle d'activités de CES/DRS pour la protection de l'environnement et la récupération des terres dégradées. On y dénombre notamment : la vulgarisation des cordons pierreux, des demi-lunes, de la technique du zaï, le sous-solage pour la récupération des terres dégradées. En outre, le Projet envisage un partenariat avec Green Cross Burkina Faso pour l'adoption et la production à grande échelle de la fumure organique en tas avec l'activateur « Compost Plus » (produit-intrant certifié et utilisable en agriculture biologique) notamment dans les périmètres aménagés. La mission a eu l'occasion de voir un cas de démonstration de 9 m³ de compostage en cours qui est apprécié par les producteurs, notamment les femmes et qui pourrait faire l'objet d'une reproduction à plus grande échelle. C'est une technique plus facile à appliquer que le compostage classique en fosse, qui ne nécessite pas de fumier et n'exige pas beaucoup d'eau. Toutefois, parmi les conditions de mise à l'échelle, le Projet devrait apprécier la disponibilité et l'efficacité du circuit d'approvisionnement du « Compost Plus », ainsi que les contraintes éventuelles de vulgarisation à ce jour de cette technique par Green Cross Burkina Faso.

Recommandations

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Evaluer auprès de Green Cross Burkina Faso la disponibilité et l'efficacité du circuit d'approvisionnement du « Compost Plus », ainsi que des contraintes éventuelles de vulgarisation à	UGP, CRA	Immédiat

H. Aspects environnementaux

180. En fonction de l'importance vraisemblable des impacts environnementaux et sociaux, le Projet Neer-Tamba est classé en catégorie B. Le Projet, dans sa conception, contribue à améliorer la gestion environnementale à travers l'amélioration de la productivité contribuant à préserver et valoriser le potentiel durable des ressources naturelles et la mise à l'échelle des bonnes pratiques de gestion durable, notamment les activités de CES/DRS pour la protection de l'environnement et la récupération mécanique des terres dégradées.

181. La mission note avec satisfaction que dans le processus de mise en œuvre des différentes actions d'aménagement, le Projet intègre une disposition d'évaluation de normes et mesures préventives en matière de gestion durable de l'environnement. En effet, dans le processus de sélection des micro-projets, toutes les initiatives font l'objet d'expertise technique par les services techniques compétents en charge de l'Environnement. En outre, les aménagements fonciers et de maîtrise et valorisation des eaux de surface font toujours l'objet d'études de faisabilité avant toute mise en œuvre. Toutefois, il conviendra que le Projet s'assure toujours, d'une part, de la prise en compte des dimensions impact environnemental et changement climatique dans les offres de services / termes de référence desdites études, et d'autre part, du suivi de l'évaluation effective par les prestataires ainsi que de l'application des mesures préventives ou correctives proposées.

182. La mission a également noté que l'accord de financement complémentaire provenant du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) est en cours de signature entre le FIDA et le gouvernement burkinabè et une mission d'appui au démarrage des activités est planifiée pour avril 2017. Ce volet additionnel devra apporter au Projet Neer-Tamba un appui substantiel de lutte contre les principaux facteurs de dégradation de l'environnement et de renforcement de la résilience des ménages, spécifiquement dans la région du Nord où les besoins ont été jugés très prononcés.

Recommandations

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Prendre en compte les dimensions impact environnemental et changement climatique dans les offres de services / termes de référence des études d'aménagement, et assurer le suivi de l'évaluation effective par les prestataires ainsi que l'application des mesures préventives ou correctives proposées	Immédiat et continu	UGP, CRA

I. Conclusion

183. L'année 2016, troisième année de mise en œuvre du Projet, a constitué en fait l'année de démarrage effectif des activités d'investissement. Bien que le Projet ait été confronté à des difficultés exogènes qui n'ont pas permis de réaliser toutes les activités programmées, le taux d'exécution physique global du PTBA de l'année reste honorable. La mission considère que sous réserve que ces difficultés soient aplanies et que toutes les contraintes exogènes soient levées, la probabilité d'atteindre de meilleurs taux de réalisation en 2017 est élevée vu la qualité et le dynamisme de l'UGP. Le considérable travail préparatoire qui a été accompli permettra d'améliorer notablement la cadence de mise en œuvre, et partant, de rattraper les retards initiaux et d'améliorer ainsi le taux de décaissement du financement qui reste extrêmement bas.

184. L'analyse de la performance globale du Projet et l'état d'avancement de la mise en œuvre de ses activités a conduit à la formulation des principales recommandations qui suivent :

- Adopter, pour la mise en œuvre des activités, une approche filière avec intégration des appuis en amont et en aval;
- Elaborer et mettre en œuvre une stratégie de ciblage qui évite le saupoudrage des interventions et qui réponde à la nécessité d'intégration des activités, permettant ainsi d'atteindre les objectifs de développement ;
- Lever les blocages liés à la passation des marchés et à la mise à disposition des fonds par MINEFID, qui constituent une dimension critique pour le succès ou l'échec du Projet.

185. Afin de laisser le temps au Projet qui sera pleinement fonctionnel au niveau des mécanismes de mise en œuvre à partir de juin 2017 et de faire ses preuves, la revue à mi-parcours est prévue pour 2018.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du Projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Burkina Faso	No. du projet	1580 [1100001580]	No. du prêt/don DSF	1000004400
Projet	Participatory Natural Resource Management and Rural Development Project in the North, Centre-North and East Regions			Prêt/don DSF suppl.	2000000054, 2000000064, 2000001662
Date de mise à jour	12/04/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	28/03/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/04/2015		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2012			Coût total	117.45	
Accord	04/02/2013	Délai d'entrée en vigueur	8.7	FIDA Total	80.14	
Entrée en vigueur	30/08/2013	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	14.49	9
Premier décaissement	29/10/2014			Don DSF	65.65	10
Examen à mi-parcours		Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	30/09/2021	Dernier audit	30/06/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	30/09/2021			Financement national total	30.04	
Clôture	31/03/2022			Beneficiaries	5.91	4
Nbre de prolongations	0			National Govern	24.13	14
				Cofinancement total externes	7.27	
				GEF	7.27	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	1	1	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
4. Conformité à l'accord de financement	4	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4

5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	3	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	3	3
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Petits aménagements fonciers échelle villageoise	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Intensif petites exploitations+valoris productions	3	3	2. Autonomisation	4	4
3. Structuration et mise en réseau des acteurs	3	3	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	4	4
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

B.5 Justification des notes

Le système de gestion financière est acceptable. Cependant, la saisie des opérations de l'exercice 2017 dans le système comptable n'ont pas commencé et des faiblesses ont été observées dans la gestion des Etats Certifiés de Dépenses. Qualité/ponctualité audits. Rapport audit exercice 2014/2015 transmis au FIDA dans les délais (29/06/2016). Démarrage de la mission d'audit de 2016 en mars 2017. Pas de manquements importants relevés en matière de contrôle interne. Opinion auditeurs sur gestion financière. Quelques réserves mineures sur affectation des dépenses par source de financement. Sur la conformité des règles de passation de marché, certains montants inscrits dans le registre des contrats n'étaient pas conforme aux montants figurant sur les contrats physiques. Depuis la dernière mission de supervision, le projet a rattrapé son retard sur les réalisations de 2016. Au 31/12/2016, le PTBA a été exécuté à 72,89% sur le plan physique et à 85% sur le plan financier (en tenant compte des taxes). Le ciblage reste caractérisé par un déficit d'intégration entre composantes. Le SSE est maîtrisé et l'ensemble des rapports/informations sont fournis dans les délais. En ce qui concerne les facteurs de durabilité, cette dernière est renforcée par le renforcement des capacités institutionnelles des CRA et OR, une assez bonne participation des bénéficiaires dans les activités des trois composantes techniques.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	3	3
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Par rapport à la dernière mission de supervision, et bien que les effets du projet ne soient pas encore perceptibles, on constate une nette amélioration en matière de réalisation des produits du projet, une relative amélioration des actifs physiques et financiers des bénéficiaires et en matière de sécurité alimentaire (amélioration des rendements dans les zones aménagées).

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Compte tenu du niveau satisfaisant des réalisations en 2016, des bonnes perspectives pour 2017 et des mesures prises en matière de durabilité, le projet a de bonnes chances d'atteindre ses objectifs de développement. La pérennité des CRA et de leurs interventions suppose toutefois une plus grande capacité de ces institutions à pouvoir mobiliser des ressources internes après achèvement du projet.

C.6 **Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	Le retard dans la remontée des informations financières des CRA vers l'UGP pour permettre l'accélération de la préparation des DRF à transmettre au FIDA, demeure un risque qui pèse sur l'amélioration du taux de décaissement et de la situation de trésorerie du projet. La saisie du PTBA 2017, la mise à jour de la comptabilité de 2017 et du module de gestion des immobilisations restent également des défis majeurs pour le projet.
Avancement de l'exécution du projet	Le projet reste confronté à d'importants défis concernant la procédure de passation de marchés, les tensions de trésorerie et dans une moindre mesure à la faiblesse des prestataires impliqués dans les aménagements (risque minimisé avec le recrutement des PAMO). La crainte de la récurrence de ces difficultés, les conflits de compétence entre acteurs, la forte mobilité du personnel des prestataires (qualité des prestations et non-respect des délais d'exécution) constituent des risques majeurs à

	l'avancement de l'exécution du projet .
Produits et réalisations	Avec le recrutement des prestataires les plus importants (PAMO, PAMO-MP, OAC, opérateurs alphabétisation et IEC), le risque de non réalisation des produits est faible, néanmoins leur appropriation rapide du projet pour aller en accélération est à craindre. Par ailleurs, la multitude des acteurs qui rentreront en jeu en 2017, laisse penser à un chevauchement des rôles s'il n'existe pas de coordination entre tous. La défaillance de certains fournisseurs, tacherons, entreprises de travaux et prestataires de services inhérents à tout projet de réalisation d'infrastructures de production pourrait constituer un frein à la livraison à bonne date des ouvrages. En revanche, la non intégration des activités constitue toujours un facteur de risque pour atteindre les résultats en termes d'effets et d'impact.
Durabilité	Sur le plan technique, la qualité des travaux réalisés augure d'une durabilité des réalisations. Sur le plan institutionnel, la mise en place et la formation des COGES permettront d'assurer l'entretien et la gestion des aménagements. Par contre, et en l'absence de ressources financières pérennes les risques concernant les CRA en tant que principales structures animatrices du développement agricole régional restent importants. Le renouvellement quasi-intégral du bureau exécutif des CRA aux prochaines élections constitue un risque majeur quant à la capacité des nouveaux élus à s'approprier le projet dans les brefs délais.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
	ETAT DES LIEUX DEPUIS LA PRECEDENTE MISSION		
Volets bourses de dotation non encore mis en œuvre	Le volet « bourses de dotation » n'a pas encore été mis en œuvre en 2016 limitant ainsi la capacité d'intervention des DR dans les activités du projet. Un suivi rapproché est prévu au niveau du bureau pays pour la mise en œuvre ce volet qui contribuera à l'appropriation du projet par les autorités publiques.	1er trimestre 2017	mis en oeuvre
Capacité de gestion de l'outil TOM2PRO de la part des cadres de la CAF	Après leur récente formation à Paris sur le logiciel TOM2PRO, les cadres de la CAF devront être appuyés dans leur capacité à maîtriser les outils de gestion fiduciaire.	1er trimestre 2017	mis en oeuvre
Financement excessif de la contrepartie	Avec un financement en pari-passu de toutes les activités du projet (financement FIDA et Gouvernement), il est important de surveiller l'impact qu'une faible mobilisation de ces fonds pourrait avoir sur la mise en œuvre du projet et envisager une réallocation lors de la RMP le cas échéant.	Second Semestre 2017	surveillance continue
Préparation de la stratégie ciblage et calcul des taux d'exécution physique globaux à l'échelle du projet	Considérant l'aspect crucial pour le succès du projet, le développement de la stratégie de ciblage sera suivi de près par le FIDA (avec commentaires techniques à l'appui) et un appui en S&E continu sera donné afin notamment de définir une méthode de calcul du taux d'exécution global à l'échelle du projet.	31 décembre 2016	Attente de la soumission de la stratégie de ciblage au FIDA ainsi que le calcul du taux d'exécution globale
	NOUVEAU SUIVI PROPOSÉ		
Intervention des services techniques	Accompagnement du projet pour que les STD continuent à intervenir et s'assurer de leur appui transitoire en attendant l'opérationnalisation des PAMO	Immédiat	
Manuel de procédures du Fonds d'Appui	Appui à la révision du Manuel de procédures du Fonds d'Appui	Mai-juin 2017	
Passation des marchés	Mise à la disposition de l'UGP d'un spécialiste en passation des marchés par le Ministère de l'Agriculture (et envisager une AT)	Juin 2017	
Accompagner l'UGP en matière de revue du PTBA 2017	Accompagnement du FIDA pour la revue du PTBA 2017	Mai-juin 2017	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Synthèse/Résultats	Niveau	Indicateurs clés de vérification	Unité de mesure	Date	Référence 2015	Valeur actuelle	Cible	Taux actuel
		Nom						
OG. Objectif global								
Améliorer les conditions de vie et les revenus des populations rurales les plus défavorisées du Nord, Centre-Nord et Est du Burkina Faso	Impact	Réduction de l'indice de pauvreté régionale	Pourcentage	2015				
	Impact	Augmentation de l'indice d'accumulation des actifs/biens*	Pourcentage	2015				
	Impact	Réduction de la prévalence de la malnutrition chronique des enfants <5 ans **	Pourcentage	2015	36		<36	
	Impact	Réduction de la prévalence de la malnutrition aiguë des enfants < 5ans** malnutrition aiguë*	Pourcentage	2015	17		<17	
	Impact	Réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale des enfants < 5 ans en insuffisance pondérale*	Pourcentage	2015	28		<28	
	Impact	Réduction de la part des ménages touchés par l'insécurité alimentaire (réduction de la durée de la période de soudure)** Réduction de la part des ménages alimentaire (réduction de dure)**	Pourcentage	2015	79		<79	
OS. Objectif spécifique								
Appuyer 40 000 ménages ruraux les plus pauvres ciblés, notamment les femmes et les jeunes, à construire et renforcer leur autonomie et leur capacité à jouer un rôle moteur croissant, pleinement reconnu par les autres acteurs, dans la construction d'un tissu économique et social durable	Effet	Augmentation globale des revenus des ménages ciblés de 18 millions de \$EU par an	Montant \$EU par an	2015			18 millions \$EU	
	Effet	Nombre de ménages disposant d'un droit de jouissance garanti à long terme sur les ressources naturelles **	Nombre	2015	0			
	Effet	Durabilité probable (après 3 ans) pourcentage de groupes de production agricole/animale créés/consolidés opérationnels/fonctionnels**	Pourcentage	2015	0		95	
Composante 1								
La résilience des ménages, des exploitations et des villages face aux aléas climatiques est accrue	Effet	Nombre d'hectares supplémentaires cultivés** - 6 000 ha irrigués (bas-fonds) mis en culture	Hectare	2015			6 000	0,00
	Effet	Nombre d'hectares supplémentaires cultivés ** - 600 ha de terres cultivés en maraîchage	Hectare	2015		3	600	0,50%
	Effet	Pourcentage des infrastructures encore en service après 3 ans**	Pourcentage	2015			>80%	
	Effet	Superficie de terres améliorés par des	Hectare	2015			10 500	

		mesures de conservation des sols et de l'eau**						
	Effet	Pourcentage des ménages qui sont sécurisés par des accords fonciers négociés	Pourcentage	2015			100	
Les aménagements productifs ont accru la gestion rationnelle de l'eau et la fertilité du sol et le capital foncier des ménages a augmenté	Produit	6 600 ha de périmètre d'irrigation aménagés/remis en état**	Hectare	2015		Nouveau bas fond=650	6 600	16,14%
						Bas-fonds Réhabilité=411		
						Périmètre maraicher=4		
	Produit	15 500 ha faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols**						
	Produit	-5 500 ha avec technique manuelle	Hectare	2015	0	2581,55	10 500	24,59%
	Produit	-5 000 ha avec techniques mécaniques	Hectare	2015	0	272	5 000	5,44%
	Produit	Nombre de groupes de gestion de l'infrastructure créés/consolidés, nombre de membres (H/F/J), 100% avec femmes dans les instances de direction**						
	Produit	Nombre de groupe de gestion de l'infrastructure créés/consolidés	Nombre	2015	0	102	1 000	10,20%
L'accès des groupes cibles vulnérables à ce capital foncier est accru	Produit	Nombre de membre de groupe de gestion de l'infrastructure (H/F/J)	Nombre	2015	0	756	7 000	10,80%
	Produit	Pourcentage des instances de direction des groupes de gestion de l'infrastructure comportant des femmes	Pourcentage	2015	0	100	100	100,00%
	Produit	Nombre de topographes formés et installés	nombre	2015	0	0	12	0,00%
	produit	Nombre d'accords fonciers délivrés sur les nouveaux aménagements (par type et genre)	Nombre	2015	0	82	1 000	8,20%
Composante 2								
Les activités agricoles et d'élevage sont intensifiées et diversifiées, les productions agro-sylvo-pastorales sont valorisées et sont "vertueuses" en termes d'environnement et de gestion durable des ressources naturelles	Effet	Amélioration de la production agricole et animale**		2015				
	Effet	Production additionnelle annuelle:	Tonne	2015				
		- 8.000 t de sorgho,		2015			8000	
		- 25.000 t de riz paddy,		2015			25000	
		- 9.000 t de tubercules		2015			9000	
		- 16.000 t de produits maraichers		2015			16000	
	Effet	Pourcentage de producteurs agricoles (H/F/J) faisant état d'une augmentation de leur production/ rendement** (>80%)	Pourcentage	2015	0		>80%	
	Effet	Pourcentage de producteurs agricoles (H/F/J) ayant adopté les techniques recommandées** (>80%)	Pourcentage	2015	0		>80%	

	Effet	Pourcentage de petits éleveurs (H/F/J) faisant état d'un accroissement de leur troupeau** (>50%)	Pourcentage	2015	0		>50%	
	Effet	Création de possibilités d'emploi (nombre et type)	Pourcentage	2015				
Les capacités de production et de gestion durable des terres des petits producteurs sont renforcées	Produit	Nombre de personnes (H/F/J) ayant accès à des services d'appui-conseil **	Nombre	2015	0	7 724	40 000	19,31%
	Produit	Nombre de personnes formées en pratiques et techniques de production agricole/animale (H/F/J)**	Nombre	2015	0	2 599	36 000	7,22%
	Produit	57 réseaux thématiques créés et/ou soutenus, 150 acteurs associés (nombre d'acteurs associés au réseau thématiques)	Nombre	2015				
	Produit	Nombre de réseaux thématiques créés et /ou soutenus	Nombre	2015	0	3	57	5,26%
	Produit	Nombre de membres (H/F/J) associés aux réseaux thématiques créés et /ou soutenus	Nombre	2015	0		150	
Les promoteurs d'initiatives locales de développement sont appuyés dans leur démarrage	Produit	Nombre de personnes (H/F/J) ayant accès à des fonds de développement communautaire (Fonds d'Appui, par type de microprojet)**	Nombre	2015	0	182	2 000	9,10%
	Produit	Nombre de personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus (H/F/J) **	Nombre	2015	0	60	2 900	2,07%
Composante 3								
Les populations cibles et leurs organisations, leurs représentants locaux, les CRA et les directions régionales sont mieux structurés et leurs capacités sont renforcées pour une mise en réseau	Effet	3 CRA et 9 DR opérationnelles (après 3 ans)	Nombre	2015				
	Effet	Pourcentage des OP et CVD appuyés sont opérationnels: Offre et qualité des services (>80%)	Pourcentage	2015	0		>80%	
	Effet	Amélioration des performances des CRA et DR	Niveau 1 à 6	2015				
Les producteurs sont alphabétisés, informés et organisés	Produit	Nombre apprenants des cours d'alphabétisation fonctionnelle (H/F/J)	Nombre	2015	0	7 724	17 000	45,44%
	Produit	Nombre personnes ayant accès au programme IEC	Nombre	2015	0	0	>15 000	
	Produit	Nombre d'organisations paysannes/comités villageois de développements appuyés	Nombre	2015	0	0	250	0,0%
Les capacités des acteurs locaux sont renforcées pour une mise en réseau efficace	Produit	3 CRA et le BN/CRA formées/renforcés et équipés	Nombre	2015	0	4	4	100,0%
	Produit	Nombre de DR formées et équipées pour assumer leurs fonctions régaliennes	Nombre	2015	0	9	9	100,0%

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Mesures convenues	Echéance	Responsables
Recruter les prestataires pour le contrôle des travaux d'aménagement des 1 000 ha de bas-fonds dont les études commenceront incessamment	30 novembre 2017	RCA
Fournir aux Bureaux d'études et aux PAMO la liste actualisée des sites à étudier	31 mars 2017	RCA
Recourir à des technologies alternatives de mobilisation des ressources en eau pour l'irrigation à faibles coûts	31 juillet 2017	RCA ,BE,PAMO
Finaliser l'initiative de partenariat avec le PAM afin d'accompagner les bénéficiaires par la fourniture de vivres contre travail dans les zones de vulnérabilité éligibles pour le PAM et couvertes par le Projet Neer-Tamba	31 décembre 2017	Coordonnateur ,RCA,RAF
Recruter un consultant pour l'élaboration d'un référentiel technico-financier des différents types d'ouvrages dans la perspective de la revue à mi-parcours	31 août 2017	Cellule aménagements Consultant
Assurer le démarrage des prestations des PAMO	15 avril 2017	Coordonnateur
Assurer un accompagnement de proximité des PME et BE en vue d'améliorer davantage la qualité des ouvrages et des prestations	Immédiat et continu	RCA ,Coordonnateur
Assurer une intervention concertée et harmonisée des trois (3) PAMO par l'élaboration d'un plan de coordination	Juin 2017	Coordonnateur ,PAMO, CRA, RCER
Continuer d'actualiser les répertoires régionaux des prestataires	Au 31 déc de chaque année	CRA,STD,RCA,
Harmoniser les indemnités des STD sur la base de mesures appropriées pour s'assurer de l'accompagnement des pratiques en cours dans autres Projets et Programmes	Fin mars 2017	Coordonnateur
Associer les communes dès le début du processus de clarification foncière afin d'assurer la durabilité au-delà de la durée du Projet	Immédiat et continu	PAMO/CRA/STD
Prendre en compte la demande des bénéficiaires portant sur la réalisation de points d'eau au niveau des sites de récupération des sites dégradés et en s'assurant de la disponibilité de la ressource.	Immédiat et continu	UGP/RCA/PAMO
Mesures convenues	Echéance	Responsables
Réactualiser les contenus des fiches techniques à l'aune des co-innovations retenues	Décembre 2017	CRA, UGP/Economie agricole, AT/OAC, AGRINOVIA
Organiser des rencontres provinciales mensuelles de coordination/bilan/planification avec l'ensemble des prestataires de conseil de terrain (APD, OAC, PAMO-MP, STD, PAMO) en vue de la synergie d'action concertée.	Immédiat et continu	CRA,UGP/Economie Agricole, CRA, AT/OAC, OAC
Mesures convenues	Echéance	Responsables
Surseoir au recrutement de l'AT sur l'approche « chaîne de valeur »	Immédiat	UGP
Réviser le manuel de procédures du Fonds d'appui et former l'ensemble des parties prenantes	30 juin 2017	UGP/Economie agricole, CRA
Uniformiser les tableaux de micro-projets approuvés par région	15 avril 2017	CRA

Ne repousser en N+1 que les micro-Projets présentant suffisamment de garanties de pouvoir l'être sans être compromis	Immédiat et continu	CAP
Obtenir un accord écrit de la part des promoteurs ayant vu leur MP redimensionnés à la suite des premières sessions des CAP et ce, avant les délibérations des CAP	Immédiat et continu	PAMO, PAMO-MP
Veiller à la tenue effective de 3 ateliers bilans régionaux et 1 atelier national de capitalisation	Décembre 2017	UGP/Economie agricole, CRA
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Allouer à l'opération alphabétisation les fonds nécessaires le plus tôt possible	UGP/RAF	30 mai 2017
Remplacer les contrats de prestation de services alphabétisation par des conventions beaucoup plus flexibles en matière de procédures, notamment en matière financière	CEA/CRA	Immédiat
Prévoir, à la demande, la prise en charge par le Projet de la phase d'alphabétisation préliminaire pour une durée de 3 mois suivie par des formations techniques spécifiques au profit de ceux qui auront réussi l'examen et l'organiser selon les modalités pédagogiques et organisationnelles mises en œuvre par le FONAENF	UGP/CRA	Janvier 2018
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurer la signature des contrats des différents opérateurs régionaux IEC et la non objection du FIDA.	CRA/UGP/CEA/FIDA	30 août 2017
Revoir la mission de l'opérateur principal pour la limiter à une synthèse/consolidation de ces plans compte tenu de la disponibilité des plans d'action régionaux.	CRA/UGP/CEA	Immédiat
Associer les opérateurs IEC aux différentes concertations provinciales et régionales pour éviter les contradictions sur les messages, les multiples interventions et les risques de chevauchement.	CRA	Tous les trois mois
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser un diagnostic organisationnel et institutionnel rapide des OPA à appuyer au cours de l'année 2017	CRA/OAC/Faïtières	30 avril 2017
Etablir des critères de sélection rigoureuse des OR à appuyer en termes de fonctionnalité, de validité des Pan de Développement des filières, de tenue des assemblées générales	CRA/UGP-CEA/Faïtières	20 mai 2017
Renforcer les capacités des OPA, avec une implication totale des organisations faïtières, dans les domaines cités plus haut.	CRA/Faïtières/OAC	5 juin 2017
Renforcer la mise en réseau des OPA aussi bien entre elles que le long des filières concernées au niveau de l'ensemble des maillons des filières avec des espaces de concertation entre les opérateurs de l'ensemble de ces maillons	CRA/Faïtières/OAC	15 juin 2017
Suivre le fonctionnement effectif des OR appuyées	CRA/Faïtières	Continu
Procéder à une évaluation des résultats des OR appuyées	CRA/UGP-CEA/Faïtières	1 décembre 2017
au travers d'une enquête sur la base d'un questionnaire à élaborer par l'UGP		
Examiner la possibilité d'apporter un appui aux Hauts commissaires des 3 Régions en matière d'immatriculation des OR. L'appui porterait sur du matériel informatique	UGP-CEA/Hauts commissaires	2 mai 2017

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer l'organisation des CRA, notamment en matière de contrôle interne et de conseil technique après renouvellement des instances	UGP-CEA/CRA	31 octobre 2017
Opérationnaliser les commissions spécialisées des CRA après renouvellement des instances	CRA	31 octobre 2017
Renforcer les capacités des élus après renouvellement des instances	CRA	31 octobre 2017
Renforcer la mise en réseau des CRA par de plus fréquentes rencontres et la mise en place d'un réseautage virtuel qui permette de partager les documents et les expériences	BN-CRA et CRA	1 juin 2017
Respecter les délais de transmission à l'UGP des rapports d'activité et des pièces comptables, conformément au calendrier de transmission convenu	CRA	Selon le calendrier en vigueur
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Renforcer la collaboration et la coordination avec les DR dans la mise en œuvre des Projets et les informer à temps des manifestations, réunions et autres rencontres	UGP/CRA	Continu
Instituer des cadres de concertation périodiques avec eux	UGP/CRA	Chaque trimestre
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Identifier les défis de mise en œuvre et solutions suggérées dans la perspective de la stratégie de désengagement et en prévision à la mission de RMP.	Coordonnateur, RCSE, RCEA, RCA, ICO FIDA	31 mai 2017
Obtenir la mise à disposition d'un agent en charge de la passation des marchés du MAAH	Coordonnateur	15 avril 2017
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la mise à jour du site internet Neer-Tamba	RCSE	31 août 2017
Finaliser le paramétrage et le renseignement du logiciel DELTA pour sa pleine exploitation	RCSE	15 septembre 2017
Géoréférencier systématiquement toutes les interventions du Projet	RCSE, RCA, RCEA	Immédiat et continu avec échéance en mai et novembre de chaque année
Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la stratégie de ciblage pour sa diffusion à l'atelier de S&E (prévu pour juin 2017)	RSE, RCA, RCEA	31 mai 2017
Préparer et partager avec tous les acteurs de mise en œuvre la « Note de priorisation » relative au ciblage pour les sessions des CPS de juin 2017	Coordonnateur	15 avril 2017
Mesures convenues	Echéance	Responsables
Evaluer avec l'appui d'AGRINOVIA les effets contributifs du partenariat avec le Projet Neer-Tamba sur son programme de Master pluridisciplinaire et sur le plan national	Décembre 2017	UGP-AGRINOVIA-
Mesures convenues	Echéance	Responsables
Finaliser la saisie du PTBA 2017 et les pièces justificatives des opérations 2017	31/05/2017	RAF

Mettre en place un reporting comptable mensuel par les CRA, y compris les pièces justificatives à transmettre au plus tard le 05 du mois M+1	31/07/2017	RAF
Mettre à jour le module « Gestion des Immobilisations » du logiciel Tom ² pro	31/05/2017	RAF
Reclasser le compte de « Régies d'avances » dans un compte de débiteurs divers	Immédiatement	RAF
Préparer et diffuser auprès des CRA, un guide harmonisé des schémas d'écritures comptables	31/07/2017	RAF
Structurer les rapports de contrôle effectués par les contrôleurs internes afin de les rendre plus intelligibles et plus facile à exploiter	Immédiatement	Contrôleur Interne
Transmettre la DRF n°17 au FIDA de manière à réduire le taux des dépenses non encore transformées en DRF.	31/03/2017	RAF
Mettre à jour le répertoire des fournisseurs au niveau de l'UGP	31/05/2017	RAF
Mesure convenue		
Mettre à jour la stratégie de mobilisation de ressources internes des CRA	BN/CRA, Coordonnateur	30 septembre 2017
Elaborer une proposition de stratégie de désengagement du Projet en anticipation à la mission de revue à mi-parcours	Coordonnateur, RSE, RCA, RCEA	31 décembre 2017
Mesure convenue		
Evaluer auprès de Green Cross Burkina Faso la disponibilité et l'efficacité du circuit d'approvisionnement du « Compost Plus », ainsi que des contraintes éventuelles de vulgarisation à ce jour de la technique du compostage avec le « Compost Plus », en vue d'une bonne condition de mise à l'échelle	UGP, CRA	Immédiat
Mesures convenues		
Prendre en compte les dimensions impact environnemental et changement climatique dans les offres de services / termes de référence des études d'aménagement, et assurer le suivi de l'évaluation effective par les prestataires ainsi que l'application des mesures préventives ou correctives proposées	Immédiat et continu	UGP, CRA

Appendice 3b: Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
Produits et effets					
PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS					
1.	Poursuivre l'anticipation et la planification, une année à l'avance, de tout le processus de sélection et d'étude des sites à aménager	CA, CRA	Immédiat et continu	Réalisé, en continu	<p>Pour chaque type d'ouvrage à réaliser en 2017, les sites sont déjà sélectionnés et les différentes listes sont disponibles au niveau des CRA et de l'UGP.</p> <p>Au titre du PTBA 2017, il a été programmé trois (03) sessions de Comité d'Approbation de Projet (CAP) des aménagements par région. Ces sessions permettront la sélection des sites à aménager pour l'année 2018.</p> <p>En 2017, il est prévu des études techniques de 1 000 ha de bas-fonds rizicoles. Le processus de sélection des Prestataires en charge de ces études est terminé et le démarrage des études est prévu pour le mois de février 2017. Le démarrage des travaux d'aménagement de ces 1 000 ha est prévu pour fin 2017-début 2018.</p> <p>Un autre processus de sélection de Prestataires pour les études d'aménagement de 1 500 ha de bas-fonds et de 100 ha de périmètres maraîchers sera lancé dès le mois de janvier 2017 pour un démarrage des travaux prévu pour fin 2018-début 2019.</p>
2.	Planifier des interventions d'envergure d'aménagement qui répondent aux besoins des producteurs sur le plan quantitatif et qualitatif.	UGP, CRA, STD	Immédiat et continu	Réalisé, en continu	<p>Pour le PTBA 2017, des aménagements de bas-fonds de type PAFR et des périmètres maraîchers avec prise au fil de l'eau ont été planifiés (études ou travaux) en sus des aménagements de type PRP et des périmètres maraîcher à partir de puits.</p> <p>A partir de 2017, le projet aura constitué un répertoire fourni de sites de bas-fonds et de périmètres maraîchers étudiés en vue d'amorcer des aménagements plus complexes mais plus durables et tenant compte des potentialités des sites.</p>
3.	Toute requête d'aménagement par les populations devrait être accompagnée de compte d'exploitation prévisionnel et d'une analyse économique	CA /CEA / PAMO	Immédiat et Continu	Réalisé, en continu	<p>Sur la base du modèle de compte d'exploitation proposé par les STD et qui a fait l'objet de commentaires par la mission de supervision, un nouveau modèle de compte d'exploitation prévisionnel a été élaboré par les cellules Aménagement et Economie Agricole.</p> <p>Ce nouveau modèle sera mis à la disposition des Directions Régionales de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques (DRAAH), des Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage</p>

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
					(PAMO), Bureau d'études et Consultants individuels pour l'analyse économique des projets d'aménagement.
4.	Analyser les possibilités de redimensionnement des kits de matériels pour mieux répondre aux besoins des populations cible du projet	CA	Janvier 2017	Réalisé	Une analyse des possibilités de redimensionnement des kits matériels a été faite et cette analyse a permis de revoir à la hausse la consistance des kits matériels. Pour le PTBA 2017, le petit matériel nécessaire à la réalisation des superficies programmées a été évalué à partir des nouveaux ratios matériels.
5.	Planifier les actions des composantes de manière à apporter un paquet d'appui complet aux populations cibles pour les aménagements physiques, la production et la valorisation des produits agricoles	CA / CEA	Janvier 2017	Réalisé	A l'instar des aménagements réalisés en 2016, il est prévu au titre du PTBA 2017, un appui à la mise en valeur, à travers la mise en place systématique de fonds de roulement (engrais, semences). Aussi, les bénéficiaires des aménagements seront orientés par les Prestataires d'Appui à la Maîtrise d'Ouvrage –Micro Projet (PAMO-MP) et les binômes (Agents Provinciaux de Développement) pour la formulation de micro projet en rapport avec la valorisation de leurs productions.
INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS					
6.	Diligenter la finalisation des contrats des PAMO-MP et les signer	CRA/UGP	15-nov-16	Réalisée	L'Avis de Non Objection (ANO) du FIDA sur les projets de contrats entre les CRA du Nord, du Centre Nord et de l'Est et les PAMO-MP recrutés a été obtenu le 17/11/2016. La signature des contrats est effective et les ordres de service de démarrage ont été signés pour compter du 20/11/2016. L'opérationnalisation de leurs prestations a été effective à travers les ateliers de cadrage (21 au 23/11/2016) et les sessions de formation sur le manuel de procédures de gestion du Fonds d'Appui réalisées du 24/11 au 03/12/2016
7.	Signer et mettre en œuvre les conventions de partenariat afférentes aux quatre propositions déjà approuvées dans le cadre des bourses dotation	UGP/ STD	15-nov	Réalisée	Sept conventions de partenariat ont été signées et sont en cours de mise en œuvre. Elles concernent les trois Directions régionales du Développement Rural du Nord et du Centre Nord et la Direction Régionale de l'environnement de l'Est. Le démarrage des activités a été effectif et les rapports intermédiaires ont été déposés en janvier 2017. Pour les Directions Régionales à jour, un second déblocage de fonds est envisagé pour la poursuite des activités.

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
8.	Poursuivre l'accompagnement des postulants (PAC) retenus pour assurer l'appui-conseil puis négocier et signer les contrats	CRA/UGP	15-déc	Réalisée	L'accompagnement des PAC s'est poursuivi à travers des appuis techniques pour la finalisation de leurs dossiers de propositions. Les propositions finalisées ont été transmises aux CRA en décembre 2016. Suite à l'ANO du FIDA sur le PTBA 2017, des négociations ont été faites et les contrats signés. Les ordres de services prennent effet pour compter du 01/03/2017 suivi des ateliers régionaux de cadrage.
9.	Relancer l'appel à propositions au niveau de la région de l'Est sur le soutien au développement de réseaux d'acteurs thématiques.	CRA Est	Immédiat	Réalisée	L'appel à propositions a été relancé et neuf dossiers de propositions ont été reçus et examinés. Les travaux d'évaluation technique ont eu lieu du 08 au 10/12/2016. Au terme des travaux, un dossier de propositions a été retenu pour être mis en œuvre sous réserve de la prise en compte des recommandations formulées. Le postulant a déposé la version reprise de sa proposition le 31/03/2017. Celle-ci a été amendée et retournée pour la finalisation
10.	Elargir à d'autres prestataires du domaine privé la participation aux prochains appels à propositions d'appui-conseil.	CRA/ CEA	A partir de 2018	Non applicable	
11.	Recruter une assistance technique pour accompagner les CRA dans le suivi des PAC	UGP	2017	En cours	Des Termes de référence ont été proposés pour le recrutement d'un assistant technique pour accompagner les CRA dans le suivi des PAC. Ils sont en attente de finalisation en vue de lancer le processus de recrutement de l'Assistant technique.
12.	Poursuivre la clarification des rôles et responsabilités de chacun des acteurs de la mise en œuvre du projet.	UGP	Immédiat et continu	En cours	L'atelier d'arbitrage et de consolidation du Projet de PTBA 2017 a connu la participation des directions régionales et provinciales du développement rural, des PAMO-MP, des PAMO, des CRA et de l'UGP. Il a été l'occasion de rappeler les rôles et responsables de l'ensemble des acteurs impliqués dans la mise en œuvre des activités du Projet. Ces rôles ont été clarifiés au cours des rencontres nationale et régionales de bilan et de programmation organisées en février et mars 2017
13.	Respecter le calendrier de mise en œuvre du fonds d'appui (voir annexe)	CEA	Immédiat	Réalisée	Les cinq sessions CPS de la région de l'Est qui étaient attendues lors de la mission ont connu leur délibération le 24/11/2016. Les ateliers de cadrage avec les PAMO-MP ont eu lieu les 21, 22 et 23/11/2016 respectivement pour les régions de l'Est, du centre Nord et du Nord. Les sessions de formations des PAMO-MP se sont déroulées du

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
					24 au 26/11/2016 pour la région du Nord, du 28 au 30/11/2016 pour la région du Centre Nord et du 01 au 03/12/2016 pour la région de l'Est. Au terme des sessions, les avant-projets sélectionnés par les CPS ont été transmis aux PAMO-MP pour affinement. Deux rapports ont été élaborés dont l'un pour les ateliers de cadrage et le second pour les sessions de formations avec les PAMO-MP. Deux sessions CAP ont pu se tenir avant la fin de l'année 2016 dans les régions de l'Est (22 au 26/12/2016) et du Nord (27 au 31/12/2016).
14.	Procéder à un bilan des rédacteurs et retirer l'agrément à ceux qui auraient adopté une attitude contraire à la déontologie prônée par le projet	CRA / CEA	Avant janvier 2017	Réalisée	A travers une correspondance datée du 06/12/2016, la CEA a relancé les CRA pour l'évaluation des rédacteurs endogènes. A cet effet, une fiche d'évaluation et une note d'orientation pour le remplissage de la fiche d'évaluation ont été proposées. Les évaluations se sont déroulées : - au Nord du 30/11 au 02/12/2016 avec 52/66 RE retenus; - au Centre-Nord du 10 au 11/01/2017 avec 54/66 Retenus; - à l'Est du 21/11 au 13/12/2016 avec 77/113 RE retenus
15.	Diligenter la tenue des rencontres régionales de concertation avec les Institutions de microfinance afin de définir les bases de partenariat avec elles	CEA/ CAF / CRA	Fin nov. 2016	Réalisée	Les rencontres régionales ont été effectives les 17, 18 et 19/11/2016 respectivement dans les régions du Centre-Nord, de l'Est et du Nord. Un rapport a été élaboré au terme de ces trois rencontres
16.	Tenir des rencontres régionales pour retenir les thématiques des appels à projet (AP) de 2017/2018	CRA/ CEA	janv-17	Réalisée	Les rencontres régionales se sont tenues les 25, 27 et 30/01/2017 respectivement au Centre-Nord (H: 41, F:08) , à l'Est (H:40, F: 11) et au Nord (H:49, F: 08). Ces rencontres ont permis de définir les thématique/filières pour les appels à projets 2017 et 2018, de limiter des appels à projets par région, province, commune et définir les quotas pour chaque rédacteur endogène en respectant les proportions de 40% agriculture, 35% élevage et 25% environnement et de partager le calendrier du fonds d'appui
17.	Faire une évaluation précise de ces bas-fonds afin d'en tenir compte lors de la reconstitution du fonds de roulement.	CRA/ CEA / CA	déc-16	réalisé	A travers une correspondance datée du 09/12/2016, la CEA a relancé les CRA pour la situation du niveau de production des bas-fonds mis en valeur en 2016. A cet effet, une fiche a été proposée pour être renseignée en collaboration avec les DRAAH. Aussi, le suivi -évaluation a collecté des données sur les

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
					productions au niveau des bas-fonds mis en valeur en 2016, Après analyse des données collectées au niveau des bas-fonds mise en valeur, il s'avère qu'il y'a 10 sites sur 58 en situation difficiles de reconstitution de fond de roulement.
18.	Prendre en compte de l'approche chaîne de valeur dans les interventions du projet	CRA/ CEA / CA	Immédiat et Continu	En cours	Un projet de TDR est en cours d'élaboration pour le recrutement d'une assistance technique pour prendre en compte l'approche chaîne de valeur.
19.	Renforcer la collaboration avec les services étatiques des MAAH, MRAH et Ministère de l'Environnement en instituant des cadres de concertations trimestrielles	UGP / STD/ CRA	Immédiat et Continu	En cours	La première rencontre nationale de bilan et de programmation a connu la participation des Directions régionales à travers les Directeurs et les points focaux. Elle sera suivie des rencontres régionales qui elles, connaîtront la participation des Directeurs provinciaux
20.	Former tous les nouveaux responsables (STD, CRA etc.) sur la compréhension du projet afin d'en faciliter leur appropriation	UGP	Immédiat et Continu	En cours	Il est prévu dans le projet de PTBA 2017, trois ateliers régionaux de formation dont un par région au profit des STD et des CRA sur la stratégie de mise en œuvre des activités du Projet et le ciblage des bénéficiaires. Ces ateliers seront organisés après la validation de la stratégie de ciblage du Projet
GESTION DU PROJET ET SUIVI-EVALUATION					
21.	Tenir un atelier exclusivement dédié au S&E (par région) afin de sensibiliser les nouveaux acteurs (PAMO, PAMO-MP, Operateurs IEC et Alpha) comme ceux déjà en fonction, à l'importance d'un suivi rapproché, de collecte empirique de données, des leçons apprises, de la capitalisation et de l'autonomisation des bénéficiaires.	CSE	Février 2017	Non réalisé	TDR finalisé Activités accusent un retard du fait de la non- mobilisation des acteurs que sont les PAMO et les opérateurs IEC
Etat d'avancement de l'exécution du projet					
22.	Finaliser la stratégie de ciblage pour sa diffusion à la prochaine session de cadrage de l'UGP dans chaque région (et pour diffusion approfondie aux binômes et rédacteurs endogènes)	CSE	Février 2017	En cours	Retard accusé dans le recrutement du consultant. Rapport provisoire de l'étude disponible
23.	Favoriser les bénéficiaires ayant déjà reçu un appui sur les aménagements fonciers dans la sélection des MP en	CRA / Binômes / Rédacteurs / CPS/	Immédiat	En cours	Pris en compte dans l'élaboration du PTBA 2017

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
	2017 en vue d'une réelle intensification de la production et des moyens de valorisation	CAP			
	Aspects fiduciaires				
24.	Révision du Manuel: Procéder à une révision du Manuel des Procédures Administratives, financières et comptables	RAF	juin-17	Non échu	Bien que non échu le processus de révision est en cours ; Les schémas d'écriture ont été revus pour les comptes intermédiaires
25.	Gestion comptable : Restructurer la comptabilité du Projet avec l'appui d'un Comptable ayant une expertise sur le logiciel Tom2Pro	RAF	déc-16	Réalisé	Le réaménagement a été fait en interne entre les financiers de l'UGP et ceux des CRA
26.	Contrôle interne: mieux structurer et matérialiser les activités de contrôle interne et mettre en place les outils et les dispositifs de contrôle appropriés;	RAF/Contrôleur Interne	Immédiat et Continu	En cours de mise en Œuvre	
27.	Effectuer des missions de contrôle des CRA et prévoir aussi des ateliers d'échanges avec les CRA et autres partenaires sur les insuffisances relevées dans la gestion des fonds transférés,	RAF/Contrôleur Interne du BN/CRA	Immédiat et Continu	Réalisé	
28.	Gestion de la trésorerie Etablir un Plan de trésorerie sur le compte désigné faisant clairement ressortir les dates limites d'élaboration des DRF,	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
29.	Reprendre le Registre des DRF pour chaque financement à partir du canevas de la mission.	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
30.	Mise à disposition des fonds au Partenaires Corréler les mises à disposition de fonds aux Partenaires d'exécutions avec un plan d'actions clarifiant les	RAF	Immédiat et Continu	En cours de mise en œuvre	

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
	livrables à obtenir et leur coût,				
31.	Effectuer une mission de contrôle financier (au besoin in situ) sur l'utilisation des ressources avant tout renouvellement de fonds et un rapprochement de l'exécution financière et l'exécution technique du Plan d'actions,	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
32.	Demander aux Partenaires d'exécution autres que les services étatiques dont la convention avec le NEER TAMBA couvre plusieurs exercices budgétaires d'ouvrir des comptes bancaires spécifiques pour les fonds du Projet.	RAF	Immédiat et Continu	Non réalisé	Il serait bon d'abandonner cette recommandation étant donné que l'ouverture des comptes au BURKINA se fait sur autorisation du MINIFID et pour des actions ponctuelles comme les conventions, l'obtention de l'autorisation est difficile car les structures disposent déjà des comptes qui peuvent recevoir les fonds.
33.	Gestion financière Revoir le paramétrage du Plan Comptable et du Plan analytique,	RAF	Immédiat et Continu	réalisé	
34.	Effectuer le paramétrage du Bilan et des situations financières du Rapport financier intermédiaire (RFI),	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
35.	Etablir mensuellement à l'attention de l'UGP un tableau de bord	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
36.	Exécution financière du PTBA: Accompagner le PTBA approuvé avec un plan de décaissement qui fait office de chronogramme pour les décaissements du Projet sur la période.	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
37.	Reconstitution du Compte Désigné (CD) FIDA: Etablir une DRF de réapprovisionnement du Compte Désigné sur les ressources du Prêt/Don FIDA.	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	

N°	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat de mise en œuvre au 13/03/2017	Commentaires
38.	Financement de la contrepartie Suivre dans la comptabilité les exonérations faites par le Gouvernement;	RAF	Immédiat et Continu	Réalisé	
39.	Etablir une DRF de remboursement sur le compte de contrepartie pour un montant de 620 millions FCFA.	RAF	15-déc-16	Réalisé	La DRF a été établie et transmise au FIDA le 24 janvier 2017
40.	Passation de marché: Mettre en place et renseigner les outils de gestion capables d'informer sur les activités de passations de marché et la performance du Projet en la matière	RAF/SPM	févr-17	Réalisé	
41.	Audit Envoyer une note d'information au FIDA sur la non-recevabilité de la dépense jugée inéligible par l'auditeur,	COORDO	Immédiat	Réalisé	
42.	Transmettre systématiquement au FIDA une note d'observation sur la qualité du travail de l'auditeur et les points de divergence avec l'auditeur.	MINEFID	Immédiat et Continu	Non encore applicable	Aucune mission d'audit n'a encore été réalisée depuis la formulation de cette recommandation

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

	Indicateur	unité	service	Réalisé PTBA 2015	PTBA 2016			Progrès effectif global	Objectif fixé au moment de la préévaluation	Taux global
Sous-composante					Prévu	Réalisé	Proportion (%)			
COMPOSANTE I.-PETITS AMENAGEMENTS FONCIERS										
VOLET AMENAGEMENT	Aménagement de bas-fond									
	Superficies de nouveau bas-fond aménagé	ha		0	900	650	99,11%	1061	6000	17,68%
	Superficies de bas-fond réhabilité		169	242						
	Périmètre maraichers									
	Superficie puits maraichers	ha	CRA	0	55	2	3,64%	2	600	0,33%
	Puits maraichers	unité	CRA	0	123	37	30,08%	37,0	2400	1,54%
	Petit matériel	ha	CRA	0	55	0	0,00%	0	600	0
	Kit micro-irrigation	ha	CRA	0	12	0	0	0	600	0
	CES/DRS									
	Superficie de cordons pierreux réalisée	ha	CRA	0	1600	1413,5	88,34%	1413,5	5500	25,70%
	Superficie de digue filtrante réalisée	ha	CRA	0	290	27	9,31%	27	3000	0,90%
	Nombre de boulis réalisé	unité	CRA	0	0	0		0	ND	
	Superficie de zaï réalisée	ha	CRA	0	1125	1033	91,82%	1033	5500	18,78%
	Superficie de demi-lune réalisée	ha	CRA	0	250	154,5	61,80%	154,5	5500	2,81%
	Récupération mécanisée									
	Superficie de terres récupérée par les techniques mécaniques et/ou biologiques	ha	UGP	0	500	272	54,40%	272	5000	5,44%
	Superficie de végétalisée	ha		0	500	172	34,40%	172	5000	3,44%
	Nombre de bénéficiaire par type d'aménagement et par Genre et classe d'âge		UGP					0		
	Renforcement des capacités									
	Nombre contrat de PAMO signé	forfait	UGP	0	3	0	0,00%	0	6	0,00%
	Cellule aménagement									
	Nombre de mois de prise en charge du responsable de la cellule aménagement	h/mois	UGP	9	12	12	100,00%	21	96	21,88%
	Nombre de mois de prise en charge des technicien GR	h/mois	UGP	0	36	19,5	54,17%	19,5	264	7,39%

	Nombre de mois de prise en charge d'autre personnel	h/mois	UGP	0	0	0		0	180	0,00%
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0		0	192	0,00%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	12	100,00%	20	144	13,89%
	Nombre de véhicule pick-up4x4 acquis	unité	UGP	2	0	0		2	4	50,00%
	Nombre d'unités informatique	unité	UGP	1	3	3	100,00%	4	7	57,14%
	Equiperment et matériel	unité	UGP	0	0	0		0	ND	
	Nombre d'Etude de capitalisation	étude	UGP	0	0	0		0	ND	
	Nombre d'appui technique	étude	UGP	0	2	2	100,00%	2	ND	
I.2.-VOLET FONCIER	Nombre de convention signée avec la DGFOMR	forfait	DGFOMR	0	1	1	100,00%	1	ND	
	Nombre de véhicule pick-up 4x4 acquis au profit de la DGFOMR	unité	DGFOMR	1	0	0		1	2	50,00%
	Nombre de commission foncière villageoise (CFV) formés	session	DGFOMR	0	0	0		0	25	0,00%
	Nombre d'appui formalités/concertation	forfait	DGFOMR	0	107	67	62,62%	67	ND	
	Observatoire de l'évolution des pratiques sociales en matière de foncier	forfait	ONF	0	1	1	100,00%	1	ND	
COMPOSANTE II.-INTENSIFICATION DES PETITES EXPLOITATION DES PETITES EXPLOITATIONS ET VALORISATION DE LEURS PRODUCTIONS										
SOUS-COMPOSANTE 1:RENFORCEMENT DE L'OFFRE DE SERVICES D'APPUI CONSEIL	Contrat d'appel à proposition									
	Nombre de contrat d'appui-conseils pour la diffusion de bonnes pratiques de gestion durable des terres	contrat	CRA	0	3	0	0,00%	0	42	0,00%
	Nombre de contrat de service d'appui-conseil à la gestion technico-économique	contrat	CRA	0	3	0	0,00%	0	42	0,00%
	Nombre de contrat de soutien au développement des réseaux d'acteurs thématiques	contrat	CRA	0	3	0	0,00%	0	57	0,00%
	Contrat PAMO MP									
	Nombre contrat PAMO-MP signé		CRA	0	9	9	100,00%	9	42	21,43%
	Bourse dotation d'intervention							0		
	Nombre d'enveloppe de bourse	enveloppe	UGP	0	12	7	58,33%	7	96	7,29%

	dotation									
	Atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition									
	Nombre d'atelier de concertation sur le choix des thématiques d'appel à proposition	unité	UGP	3	0	0		3	18	16,67%
	Atelier d'information pour le lancement des appels à proposition									
	Nombre d'atelier d'information pour le lancement des appels à proposition	session	UGP	0	3	3	100,00%	3	90	3,33%
	Sessions des comités techniques									
	Nombre de sessions des comités techniques	unité	CRA	0	9	4	44,44%	4	54	7,41%
	Atelier bilan									
	Nombre d'atelier bilan	unité	UGP	0	15	0	0,00%	0	120	0,00%
	Assistance technique									
	Nombre d'homme mois d'assistance technique	h/mois	UGP	0	1	1	100,00%	1	16	6,25%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI AUX INITIATIVES LOCALES DE DEVELOPPEMENT DE LA PRODUCTION AGRICOLE, DE L'ELEVAGE OU DE LA VALORISATION DES RESSOURCES NATURELLES	Fonds d'appui aux initiatives paysannes/appui à la mise en œuvre du fonds	forfait	UGP	0	300 000 000	144 110 320	48,04%	#####	4 300 000 000	3,35%
	Nombre d'atelier initiaux d'information /sensibilisation	session	CRA	12	0	0		12	12	100,00%
	Nombre d'émission radio	an	CRA	12	36	36	100,00%	48	288	16,67%
	Nombre film Vidéo réalisé/diffusé	an	UGP	0	1	0	0,00%	0	4	0,00%
	Nombre de session de formation des membres des comités d'évaluation	session	CRA	14	15	10	66,67%	24	120	20,00%
	Nombre de réunion des comités d'évaluation	session	CRA	0	30	15	50,00%	15	210	7,14%
	Nombre de session d'animation	Session	CRA	0	3	3	100,00%	3	32	9,38%
	Nombre de visite d'échanges entre CPP et CAP	visite	CRA	2	0	0		2	16	12,50%
	Base de données CRA-micro-projet (mise à jour et maintenance)	forfait	CRA	0	1	0	0,00%	0	8	0,00%
	Nombre d'enquête d'évaluation	enquête	UGP	0	0	0		0	8	0,00%

	externe									
	Nombre mission d'appui technique	unité	UGP	0	1	1	100,00%	1	3	33,33%
	Cellule Economie agricole									
	Nombre de mois de prise en charge du Responsable cellule	h/mois	UGP	9	12	12	100,00%	21	96	21,88%
	Nombre de mois de prise en charge des Techniciens	h/mois	UGP	0	24	12,5	52,08%	12,5	264	4,73%
	Nombre de mois de prise en charge des autres personnels	h/mois	UGP	0	0	0		0	180	0,00%
	Nombre de mois de prise en charge des Assistantes administratives	h/mois	UGP	0	0	0		0	192	0,00%
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	12	12	100,00%	20	144	13,89%
	Nombre véhicule pick-up acquis	unité	UGP	2	0	0		2	4	50,00%
	Informatique									
	Nombre d'équipement et matériel	Unité	UGP	1				1	ND	
COMPOSANTE III.-STRUCTURATION DES ACTEURS ET LEUR MISE EN RESEAUX										
SOUS-COMPOSANTE 1: RENFORCEMENT DES CAPACITES DES POPULATIONS CIBLES, DES ORGANISATIONS RURALES ET DES ELUS LOCAUX	Alphabétisation									
	Nombre de session	Session	CRA	0	258	258	100,00%	258	1635	15,78%
	Nombre Personne ressource FTS	session	CRA	0	258	258	100,00%	258	1635	15,78%
	Nombre de bibliothèques ambulantes équipées	forfait	CRA	0	12	0	0,00%	0	24	0,00%
	Nombre d'atelier bilan annuel	session	CRA	0	3	0	0,00%	0	24	0,00%
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0		0	3	0,00%
	IEC									
	Nombre de stratégie élaborée	forfait	CRA	0	1	0	0,00%	0	2	0,00%
	Nombre de module conçu	forfait	CRA	0	1	0	0,00%	0	8	0,00%
	Nombre d'opérateur formé	forfait	CRA	0	3	0	0,00%	0	21	0,00%
	Nombre de formation suivi point focaux	forfait	CRA	0		0		0	ND	
	Nombre de matériel pédagogique	forfait	CRA	0		0		0	860	0,00%
	Nombre d'atelier bilan organisé	unité	CRA	0	3	0	0,00%	0	24	0,00%
	Nombre de session d'évaluation tenue	session	CRA	0	0	0		0	3	0,00%
	Formation CVD									
	Nombre de CVD formé en formation initiale	CVD	CRA	0	120	0	0,00%	0	250	0,00%
	Nombre de kit bureau	kit	CRA	0	120	0	0,00%	0	250	0,00%

	Nombre de recyclage	unité	CRA	0	0	0		0	250	0,00%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Renforcement des capacités des CRA									
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	unité	UGP	3	0	0		3	6	50,00%
	Nombre de poste informatique	unité	CRA	9	0	0		9	16	56,25%
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	Unité	CRA	24	0	0		24	6	400,00%
	Nombre de contrat de formation de technicien	Unité	CRA	1	12	9	75,00%	10	8	125,00%
SOUS-COMPOSANTE 2: APPUI INSTITUTIONNEL AUX CHAMBRES REGIONALES D'AGRICULTURES (CRA)	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0				0	72	0,00%
	Nombre Cadre techniques	h/an	CRA	0	9	9	100,00%	9	72	12,50%
	Nombre de cadre technique pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	9	9	100,00%	9	30	30,00%
	Nombre de chauffeur pris en charge annuellement	h/an	CRA	0	3	3	100,00%	3	24	12,50%
	Animateurs Provinciaux									0
	Nombre de véhicule pick-up 4x4	u	CRA	12	0	0		12	24	50,00%
	Nombre de poste informatique	u	CRA	24	0	0		24	48	50,00%
	Matériel et mobilier (bureau et communication)	unité	CRA	24	0	0	0,00%	24	12	200,00%
	Fonctionnement technicien (fourniture et véhicule)	contrat	CRA	0	0	0	0,00%	0	96	0,00%
	Cadre technicien	h/an	CRA	18	24	24	100,00%	42	192	21,88%
	Chauffeur	h/an	CRA	4	12	12	100,00%	16	96	16,67%
	Inter coopération entre CRA									
	Nombre de session d'inter coopération entre CRA	session	CRA	0	0	0		0	24	0,00%
	Renforcement, administration et finance									
	Gestionnaire	personne	BN/CRA	0	1	1	100,00%	1	24	4,17%
	Contrôleur de gestion	personne	BN/CRA	0	1	1	100,00%	1	8	12,50%
	Appui en gestion Marché	personne	BN/CRA	0	0	0		0	8	0,00%
	Nombre de licence Tompro acquis	unité	BN/CRA	0	4	4	100,00%	4	4	100,00%
	Assistance et paramétrage	forfait	Bn/cra	0	1	1	100,00%	1	8	12,50%
	Nombre de formation recyclage/comptable	forfait	BN/CRA	0	1	1	100,00%	1	8	12,50%
	Nombre de formation recyclage/élus/cadres	forfait	BN/CRA	0				0	24	0,00%
	Nombre d'Etude (manuel	forfait	BN/CRA	1	1	1	100,00%	2	8	25,00%

	procédure)									
	Nombre d'Equipement informatique	unité	BN/CRA	2				2	16	12,50%
	Matériel et mobilier	unité	BN/CRA	3				3	4	75,00%
	Nombre d'audit réalisé	audit	BN/CRA	0	1	1	100,00%	1	8	12,50%
SOUS-COMPOSANTE 3: APPUI INSTITUTIONNEL AUX DIRECTIONS REGIONALES (D	Nombre de véhicule pick-up 4x4 double cabine acquis	unité	DR	9	0	0		9	36	25,00%
	Nombre de motos acquis	unité	DR	0	36	36	100,00%	36	72	50,00%
	Nombre de poste informatiques acquis	unité	DR	0	9	9	100,00%	9	36	25,00%
	Matériel mobilier de bureau (communication)	unité	DR	0	9	9	100,00%	9	18	50,00%
	Nombre de contrat de formation /recyclage	contrat	DR	0	0	0		0	8	0,00%
	Nombre d'opération	forfait	DR	0	9	9	100,00%	9	18	50,00%
	COMPOSANTE IV.-GESTION, ADMINISTRATION ET SUIVI-EVALUATION									
GESTION ET ADMINISTRATION DU PROJET	Personnel UGP									
	Nombre de mois de prise ne charge du Coordonnateur	h/mois	UGP	12	12	12	100,00%	24	96	25,00%
	Nombre de mois de prise en charge du RAF	h/mois	UGP	12	12	12	100,00%	24	96	25,00%
	Nombre de mois de prise en charge des comptables	h/mois	UGP	17	24	24	100,00%	41	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge des assistantes	h/mois	UGP	18	24	24	100,00%	42	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge des chauffeurs	h/mois	UGP	8	24	24	100,00%	32	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge du RSE	h/mois	UGP	12	12	12	100,00%	24	UGP	
	Nombre de mois de prise en charge de l'Informaticien	h/mois	UGP	0	12	7	58,33%	7	96	7,29%
SUIVI-EVALUATION	Nombre d'enquête socio-économique de base réalisé	Forfait	UGP	1	0	0		1	2	50,00%
	Nombre d'enquête SYGRI réalisé	Forfait	UGP	1	0	0		1	3	33,33%
	Nombre d'enquête thématique réalisée	Forfait	UGP	0	0	0		0	16	0,00%
	Nombre de base de données développée	Forfait	UGP	0	1	1	100,00%	1	1	100,00%
	Maintenance base de données	forfait	UGP	0	0	0		0	8	0,00%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds

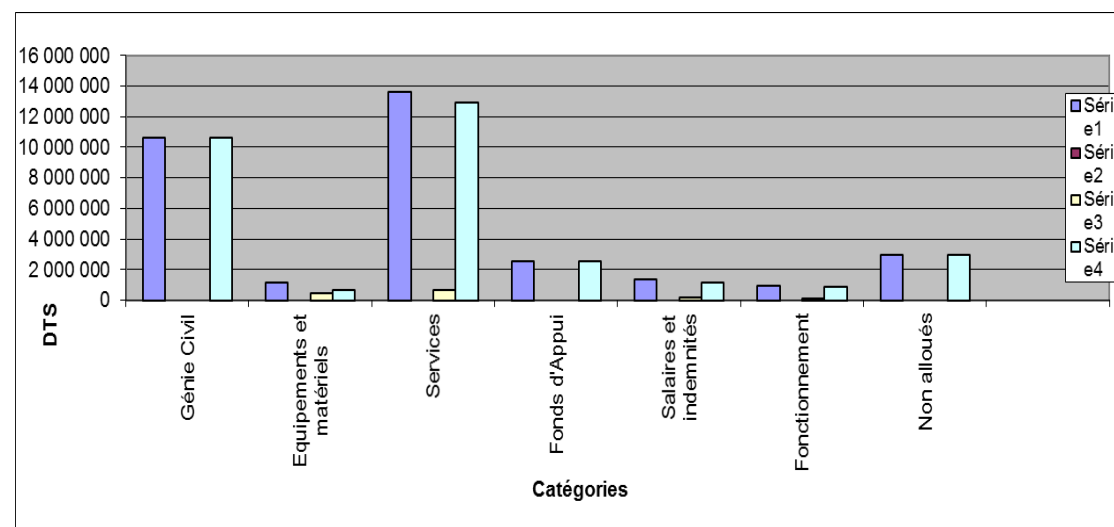
Financier	Approuvé ('000 USD)	Effectif ('000 USD)	Déboursements ('000 USD) (1)	Déboursements en %
DON FIDA n°IDSF-8111-BF	51 160	51 160	5 337	10,43%
DON FIDA n°IDSF-8111A-BF	14 909	14 909	1 179	7,91%
PRET FIDA n°IDSF-895-BF	14 909	14 909	1 179	7,91%
Gouvernement	24 130	24 130	3 382	14,02%
Bénéficiaires	5 910	5 910	231	3,91%
Total	111 018	111 018	11 308	10,19%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 28/2/2017

Composante	Financement FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%	Pré-évaluation	Réalisé effective	%
Petits Aménagements Fonciers Villageois	37 511	2 248	6%	10 725	643	6%	4 536	231	5%	52 772	3 122	6%
Intensification des petites exploitations et valorisation	23 710	1 525	6%	6 745	508	8%				30 455	2 034	7%
Structuration des acteurs et mise en réseaux	16 923	1 750	10%	4 839	583	12%	1 293		0%	23 055	2 334	10%
Gestion du Projet et Suivi-Evaluation	5 456	1 826	33%	1 558	609	39%				7 014	2 434	35%
	83 600	7 349	8,8%	23 867	2 343	10%	5 829	231	4,0%	113 296	9 924	8,8%

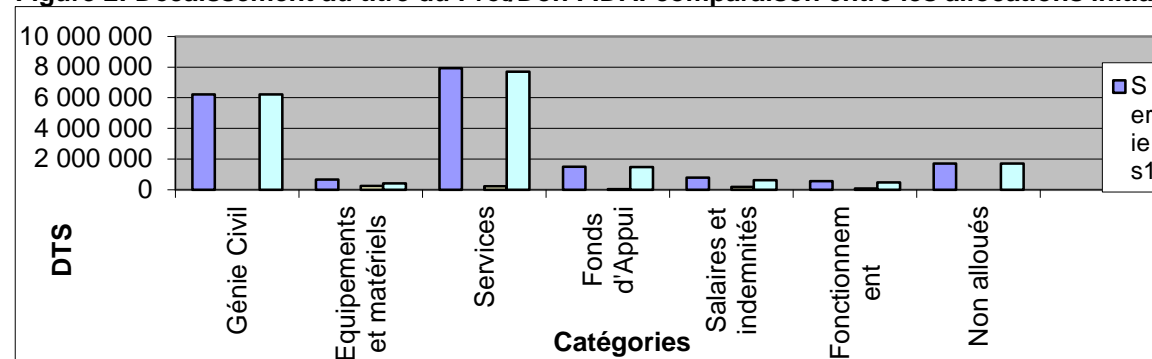
Appendice 5CA: Déboursements Don FIDA n° I-DSF-8111-BF (en DTS, au 28/02/2017)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Déboursements	Solde	Déboursements en % (*)	DRF en instance**	solde prévisionnel au 28/02/2017	% décaissement
1	Génie Civil	10 650 000		10 650 000	0,00%		10 650 000	0,00%
2	Equipements et matériels	1 150 000	485 712	664 288	42,24%	27 351	636 937	44,61%
3	Services	13 600 000	663 881	12 936 119	4,88%	253 706	12 682 413	6,75%
4	Fonds d'Appui	2 560 000		2 560 000	0,00%		2 560 000	0,00%
5	Salaires et indemnités	1 350 000	191 336	1 158 664	14,17%	142 746	1 015 917	24,75%
6	Fonctionnement	960 000	103 626	856 374	10,79%	102 042	754 332	21,42%
7	Non alloués	2 930 000		2 930 000	0,00%		2 930 000	0,00%
	Dépôt initial		1 261 599	-1 261 599			-1 261 599	
	Dépôt complémentaire		0	0		0	0	
	Total	33 200 000	2 706 154	30 493 846	8,15%	525 846	29 968 000	9,73%

Figure 1: Décaissement au titre du Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

Appendice 5CB : Décaissements Prêt/Don FIDA (en DTS, au 28/02/2017)

	Catégorie/Description	Montant Initial Alloué	Décaissements	Solde	Décaissements en % (*)
1	Génie Civil	6 210 000	0	6 210 000	0,00%
2	Equipements et matériels	670 000	252 320	417 680	37,66%
3	Services	7 930 000	232 239	7 697 761	2,93%
4	Fonds d'Appui	1 500 000	32 254	1 467 746	2,15%
5	Salaires et indemnités	790 000	178 474	611 526	22,59%
6	Fonctionnement	550 000	77 799	472 201	14,15%
7	Non alloués	1 700 000	0	1 700 000	0,00%
	Dépôt initial		756 960	-756 960	
	Dépôt complémentaire		0	0	
	Total	19 350 000	1 530 047	17 819 953	7,91%

Figure 2: Décaissement au titre du Prêt/Don FIDA: comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs

Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section 4.02	L'UCP doit ouvrir et administrer un compte de projet (en...); le gouvernement dépose un montant initial équivalant à ??? USD	Entrée en vigueur	exécuté	
Section 4.02	Le gouvernement doit reconstituer le compte de prêt un trimestre à l'avance	Entrée en vigueur	exécuté	
Section 4.03	La passation des marchés de biens, travaux et services doit être réalisée conformément à la procédure indiquée à l'annexe 3	continu	exécuté	
Section 4.04	L'assurance pour les véhicules, l'équipement et les travaux de génie civil doit être financée grâce aux fonds du prêt, dans le respect de saines pratiques commerciales	continu	exécuté	
Section 4.05, section 11.10(b)	Le rapport d'audit doit être présenté au FIDA	30 juin de l'année suivant l'exercice	exécuté	Rapport d'audit 2015 transmis le 30 juin au FIDA. La mission 2016 est en cours.
Section 4.06	Les rapports sur l'état d'avancement doivent être présentés au FIDA sur une base trimestrielle	trimestriellement	exécuté	Rapports trimestriels et semestriel transmis le 17/02/017
Section 7.09 paragraphe bi), bii)	Le PTBA doit être présenté au Fonds pour examen et commentaires 60 jours avant le début de l'année	annuellement	exécuté	PTBA 2017 approuvé par le Fonds le 08 Février 2017
Section 8.04	Un examen à mi-parcours doit être conjointement effectué par l'Emprunteur et le FIDA	2017/2018	Prévu	
Section 11.02	Remboursement des fonds utilisés pour payer des impôts excessifs	continu	exécuté	Pas d'observation particulière

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Apprentissage

Le projet a tenu un atelier de dissémination des bonnes pratiques sur les aménagements CES/DRS, au profit de 76 personnes (16 femmes), à partir d'une étude sur la mise en œuvre des mesures de conservation des eaux et des sols (CES) au Burkina Faso, en collaboration avec AGRINOVIA l'Université Catholique de Louvain de Belgique. Ce partage est susceptible d'apporter un important potentiel aux paysans aménagistes/facilitateurs dans leur rôle d'accompagnement et de capitalisation en matière de réalisation des ouvrages CES/DRS.

En vue de consolider les besoins d'appui aux unions socioprofessionnelles, 12 cadres issus des CRA et de l'UGP ont réalisé un voyage d'échanges auprès du projet PROFIL. A l'issue dudit voyage, un projet de guide a pu être élaboré pour le soutien des organisations à soutenir par le projet dans ses zones d'intervention.

Avec l'accompagnement du Projet, les CRA ont amorcé une bonne expérience de tenue de sessions de Cadres de Concertation Régionaux au cours de l'année 2016. C'est un cadre d'apprentissage des acteurs locaux qui va permettre d'assurer les discussions nécessaires en vue d'une meilleure coordination des actions et de réelles synergies d'intervention. Au total, 213 participants dont 11 femmes ont activement participé en 2016 à ces concertations.

Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

Le projet Neer-Tamba s'est engagé depuis 2015 à promouvoir la co-innovation locale en vue de l'amélioration durable de l'autonomie économique des populations cibles et ce, en partenariat avec le programme AGRINOVIA (Agriculture Innovation en Afrique) de l'Université de Ouagadougou, dont l'approche est d'«apprendre à innover en partenariat».

Après une formation d'initiation du personnel du Projet sur « le processus d'innovation et l'appui à l'innovation locale », AGRINOVIA a permis au projet en 2016 de disposer : (i) de trois équipes régionales (les CRA, les Directions Régionales en charge de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Environnement et la Recherche Agricole) formées et chargées de l'identification, la caractérisation et l'accompagnement de l'innovation locale ; (ii) de trois villages pilotes (un par région) pour le déroulement de la démarche de co-innovation (iii) et d'un guide méthodologique pour la prise en compte de l'innovation locale.

Au titre du PTBA 2017, le projet vient de signer une convention de partenariat avec AGRINOVIA pour établir les bases d'une meilleure condition de mise en œuvre de la démarche de co-innovation et prévoit une assistance technique d'AGRINOVIA aux équipes régionales pour l'apprentissage du processus de co-innovation. Les perspectives pour 2017 comptent : (i) la co-expérimentation suivi de la revue d'au moins une innovation par région ; (ii) une formation complémentaire des acteurs ; (iii) un voyage d'échange d'expérience, en décembre 2017 au Niger, par les équipes régionales et les opérateurs d'appui conseils ; (iv) et une session de partage avec AGRINOVIA en octobre/septembre 2017, dans le cadre de l'évaluation des recherches en Master pluridisciplinaire initié depuis 2009 sous l'impulsion du FIDA. Le processus d'innovation locale sera piloté en 2017 par les équipes régionales et progressivement pris en charge par les 13 opérateurs d'appui conseil qui ont été impliqués dans le processus de la co-innovation (6 sur la diffusion des bonnes pratiques de gestion durable des terres, 4 sur la gestion technico-économique des exploitations et 3 sur le soutien au développement de réseaux d'acteurs thématiques).

Appendice 8: Carte des visites de terrain

